

# ***l'Anti*capitaliste**

n°416 | 8 février 2018 — 1,20€

ÉDUCATION  
MIGRANT-E-S  
SANTÉ

FONCTION  
PUBLIQUE  
LICENCIEMENTS

**CONTRE LE  
GOUVERNEMENT  
DES RICHES ET  
DES PATRONS**

**CONSTRUIRE ET  
UNIFIER LES  
MOBILISATIONS**

**Dossier**

**4<sup>e</sup> CONGRÈS  
NATIONAL**

**DU NPA** Pages 6, 7 et 10



**ÉDITO**

**Le spectre du krach  
boursier**

Page 2

**PREMIER PLAN**

**Turquie: l'ombre de la grève  
dans le feu de la guerre**

Page 2



**ACTU POLITIQUE**

**MigrantEs: à l'amphi Z de Villeurbanne,  
la vie et la lutte s'organisent**

Page 4

**LIBRE EXPRESSION**

**Entretien avec Laura Hameaux à propos  
de la lutte contre l'enfouissement des  
déchets nucléaires à Bure** Page 12



Par HENRI WILNO

## Le spectre du krach boursier

Tangage à Wall Street et sur les bourses mondiales en début de semaine. Parti des États-Unis, le recul s'est propagé avec rapidité sur les bourses européennes et asiatiques. À l'heure où nous écrivons, la situation est encore incertaine mais il semble cependant qu'un vrai krach ne soit pas encore à l'ordre du jour. Ces événements sont toutefois le signe de l'incertitude qui ronge le capitalisme mondial, malgré la reprise limitée de la croissance aux États-Unis et en Europe.

Au-delà des soubresauts du marché boursier pèse en effet, sur le fonctionnement du capitalisme, la perpétuation d'un phénomène qui ne cadre pas avec la débauche d'investissements dans les nouvelles technologies : la faiblesse des gains de productivité. Cette dernière provoque bien des interrogations, mais elle est incontestable et est un signe du manque d'efficacité du capital. Manque d'efficacité veut dire risque sur la rentabilité du capital investi. D'où l'offensive continue contre les salaires et pour intensifier le travail, qui limite les débouchés mais a permis le redressement limité du taux de profit ces dernières années, celui-ci étant aussi soutenu par les cadeaux fiscaux.

Le recul de la bourse US s'est enclenché après la publication, vendredi 2 février, de statistiques sur les salaires étatsuniens, qui montrent une augmentation de 2,9% sur un an, le rythme le plus rapide depuis 2009. Ces hausses de salaire menacent de venir grignoter les profits des sociétés cotées en bourse et pourraient entraîner des augmentations de prix. Or quand les prix augmentent, la Réserve fédérale (banque centrale) étatsunienne remonte, traditionnellement, ses taux d'intérêt : une telle hausse était programmée, mais la crainte s'est répandue qu'elle soit plus rapide que prévu. Les boursicoteurs aiment la stagnation des salaires, les faibles impôts, les taux d'intérêts bas et le crédit facile : ils ont commencé à craindre que cette conjonction des astres soit quelque peu remise en cause.

Fondamentalement, il est vital pour le capitalisme de maintenir la hausse des salaires en dessous des gains de productivité. Le mini-krach de cette semaine n'est sans doute pas annonciateur d'un effondrement mais il est significatif de ce qu'est le système aujourd'hui : une course sans limite pour le profit aux dépens des salariéEs ainsi que des chômeurEs et retraitéEs, dont les allocations doivent être rognées pour financer des réformes fiscales en faveur des riches, comme celles de Trump et Macron.

Les jeunes contre la sélection, les salariéEs des EHPAD et des hôpitaux pour des moyens, les cheminotEs, les travailleurEs de chez Carrefour... ChacunE se bat, contre les licenciements, pour obtenir des moyens, pour de meilleures conditions de travail ou d'études. Avec l'objectif, cette fois, de gagner.

### Des mobilisations sur les lieux de travail

À Carrefour, ce sont 2400 licenciements qui sont annoncés alors que le groupe réalise des centaines de millions d'euros de bénéfices par an, profite de 400 millions d'exonérations de cotisations sociales par an... qu'il transfère à ses actionnaires.

Chez PSA et chez Pimkie, des licenciements sont également annoncés. Cette fois, ils profitent des nouvelles réformes du gouvernement, les ruptures conventionnelles collectives. À Ford Blanquefort, notre porte-parole Philippe Poutou et ses camarades sont confrontés au danger de fermeture de leur entreprise.

À la SNCF, la colère monte contre la dégradation des conditions de travail, chez les aiguilleurs notamment, et dans le contexte des attaques contre le statut (voir ci-contre). Dans le secteur de la santé, plusieurs dizaines d'hôpitaux et EHPAD sont touchés par des grèves dues au ras-le-bol des personnels qui ne peuvent faire face au manque de moyens. Une première coordination nationale s'est réunie fin janvier.

### La jeunesse montrera-t-elle la voie ?

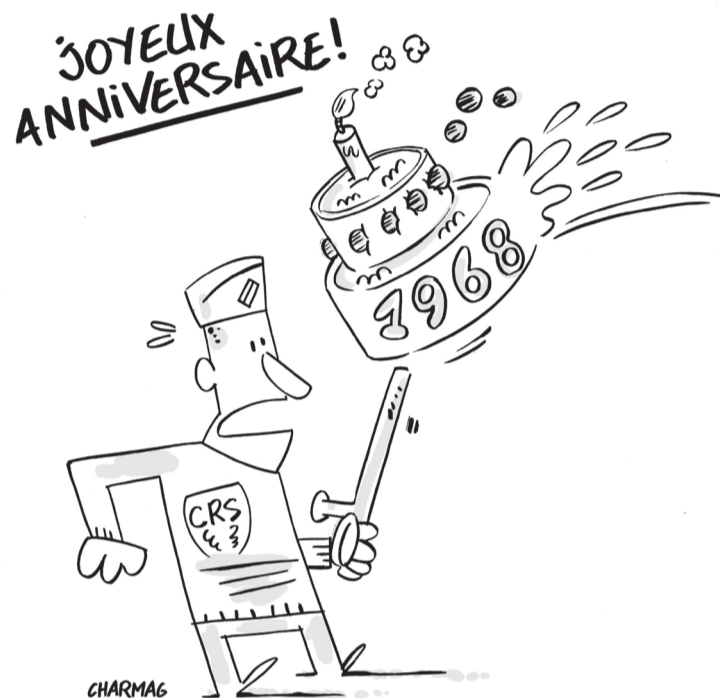
Les 1<sup>er</sup> et 6 février, les premières grandes journées de mobilisation contre la sélection dans les universités ont été des succès. À l'appel des organisations syndicales des lycées et universités, elles ont regroupé plusieurs milliers de jeunes et d'enseignantEs. Mais surtout, elles ont enclenché une dynamique, avec plusieurs centaines de personnes dans les assemblées générales, des grèves dans de nombreux lycées, des blocages. La coordination nationale initiée par les organisations syndicales structure la mobilisation. La construction d'une auto-organisation des jeunes et des salariéEs du secteur devra se réaliser par en bas, pour prendre la direction des événements et proposer des rythmes plus soutenus et radicaux que ce que proposeront les directions

# À la Une

## CONTRE LE GOUVERNEMENT DES RICHES ET DES PATRONS

# CONSTRUIRE ET UNIFIER LES MOBILISATIONS

Depuis l'élection de Macron, nous avons connu des reculs considérables et des mobilisations en berne. Mais le climat social commence à changer.



syndicales, mais sans mettre en péril l'unité du mouvement. Une auto-organisation qui devra également formuler des revendications pour le mouvement avec l'objectif de gagner. Car il existe une alternative nette : soit la sélection, qui limitera l'accès aux diplômes et poussera dans la précarité des millions de jeunes, soit le retrait de la loi Vidal, un investissement massif dans l'éducation avec 25 élèves par classe maximum dans les lycées et les TD, plusieurs centaines de milliers d'embauches de personnels.

### Pour gagner contre Macron, il faut un grand mouvement unitaire

La mobilisation qui débute dans l'éducation peut rendre très optimiste. Elle a tout d'une grande

lutte : unité (sous la domination des directions syndicales néanmoins), radicalité et énergie visibles dans les blocages et les manifestations, niveau politique qui croît rapidement (argumentaires, vidéos)... Mais ces éléments extrêmement positifs ne doivent pas faire oublier que, si les mobilisations de ces dernières années contre la loi travail ont été puissantes, elles n'ont pas gagné. En effet, le gouvernement Macron cherche à transformer profondément le pays, en écrasant les jeunes, les salariéEs, les chômeurEs et les retraitéEs, en décuplant la précarité, en transférant des milliards en direction du grand patronat. Il ne cédera donc pas par de simples mobilisations ponctuelles ou sectorielles. Il reste d'ailleurs des inconnues dans la situation : les mobilisations

en Corse peuvent affaiblir le pouvoir, qui pourrait être également confronté à une crise économique majeure, avec la chute des indices à la bourse de ces derniers jours. Dans une autre sphère, la victoire historique à Notre-Dame-des-Landes, où, après plusieurs décennies de combat, l'État a dû abandonner la construction de l'aéroport, donnera sans doute confiance aux luttes. La solidarité avec les migrantEs se développe, avec des actions de plus en plus nombreuses, qui sont un élément essentiel de la situation politique et qui contribuent elles aussi à affaiblir le gouvernement. Enfin, la confirmation de l'objectif des 120 000 suppressions de postes dans la fonction publique, avec l'hypothèse d'un plan de départs volontaires, pourrait mettre le feu aux poudres.

### Une politique claire pour un mouvement plein de potentialité

Dans ce genre de mobilisations, il faut toujours combiner la bataille pour l'unité et l'auto-organisation du mouvement (dans le mouvement de l'éducation, avec d'autres secteurs...), le combat pour une stratégie pour gagner (la grève générale, le blocage du pays) et des éléments revendicatifs et politiques (des moyens, en finir avec ce gouvernement...). Le souci est que, souvent, ces dimensions paraissent contradictoires : l'unité avec les courants réformistes est en forte tension avec une stratégie radicale. La solution à cette équation est pour, les révolutionnaires, la discussion, au sein de la lutte, pour que les jeunes et les salariéEs mobilisés se saisissent des problèmes stratégiques et politiques du mouvement, à travers les cadres d'auto-organisation unitaires.

Antoine Larrache

## TURQUIE

# L'ombre de la grève dans le feu de la guerre

Plus de deux semaines après le lancement de l'offensive sur l'enclave kurde d'Afrin en Syrie du nord (opération « Rameau d'olivier »), les violents affrontements entre l'armée turque et les forces kurdes du YPG continuent à faire des morts et blessés.

Selon les sources officielles turques depuis le 21 janvier 2018 plus de 930 miliciens kurdes auraient été tués lors des combats et surtout après l'intensification des bombardements aériens (l'espace aérien ayant été ouvert avec l'autorisation de Moscou). Toujours selon les sources gouvernementales le nombre de soldats turcs qui auraient péri lors des affrontements s'élèverait à 15, auxquels s'ajoutent 30 miliciens de « l'Armée syrienne libre » (composée majoritairement de bataillons djihadistes soutenus par Ankara). Le Conseil sanitaire d'Afrin a quant à lui déclaré que 130 civils avaient trouvé la mort lors des bombardements et 320

avaient été blessés. Côté civil encore, plus de 90 tirs de missiles auraient été effectués depuis Afrin sur les villes turques de Kilis, Reyhanli et Hatay, faisant 7 morts et 113 blessés selon le Premier ministre. Toutefois les YPG ne revendiquent aucun de ces tirs ciblant directement des habitats civils.

### Une répression accrue

À l'intérieur du pays, la criminalisation de la moindre opposition à la guerre et la vague d'arrestations se poursuivent. Le ministère de l'Intérieur turc a annoncé que 573 personnes avaient été mises en détention depuis le début de l'offensive, 124 pour avoir participé à des rassemblements de protestation

et 449 en raison de contenus diffusés sur les réseaux sociaux. Parmi ceux-ci se trouvent des journalistes, avocats, activistes antiguerre, mais le moment le plus choquant de la répression a été l'arrestation des 11 dirigeants de l'Union des médecins de Turquie pour avoir déclaré que « la guerre est une question de santé publique », avec perquisition à domicile et fouille de leurs bureaux. Accusés de « présenter des activités terroristes comme légitimes », ils ont été libérés une semaine plus tard, sous contrôle judiciaire. L'offensive sur Afrin préparée et annoncée depuis plusieurs semaines fournit ainsi au président Erdogan le prétexte pour accroître la répression, tout en

obtenant un soutien considérable de la part de divers secteurs de la population, toutes tendances politiques confondues. Le nationalisme est décidément une « question de santé mentale ».

### La riposte victorieuse des travailleurs

Au beau milieu de ce climat sordide d'état de guerre et d'union nationale, les ouvriers de la métallurgie – un secteur-clé du capitalisme turc – ont réussi à obtenir une victoire sans précédent. Quelques semaines auparavant, les négociations collectives avaient échoué et les trois syndicats présents dans l'industrie

## BIEN DIT

« Une politique qui n'offre aucune solution aux exilés – ils ne peuvent ni rester à Calais ni se rendre nulle part ailleurs – les contraint à une vulnérabilité et un désespoir tels qu'ils sont prêts à prendre tous les risques, et d'abord celui des filières ainsi renforcées dans leur emprise et leur violence. »

VÉRONIQUE FAYET, présidente du Secours catholique, *le Monde*, 7 février 2018.



## Les comités d'action lycéens

Pendant la guerre d'Algérie, des actions (et affrontements avec l'extrême droite) avaient eu lieu dans les lycées, mais c'est à partir du milieu des années 1960 qu'est affirmé un mouvement spécifique avec la formation des Comités d'action lycéens (CAL).

### Naissance

Les CAL sont nés de la confluence de groupes de militantEs politisés et de militantEs d'organisations confessionnelles, dans un contexte de mutations profondes du système scolaire.

La crise qui affecte l'UEC en 1965 atteint les cercles lycéens du Mouvement des Jeunes Communistes (MJCF). Les « oppositionnels » lycéens – avant d'être mis à la porte – mènent

campagne pour la mixité des cercles – la plupart des lycées sont à l'époque non mixtes –, une autre presse, « l'éducation théorique » et la critique d'un MJCF plutôt « patronage » que mouvement politique d'avant-garde. Les exclus forment des comités Vietnam lycéens (CVL) s'affiliant au Comité Vietnam national (CVN). Les crises frappent aussi la Jeunesse étudiante chrétienne et les protestants de l'Alliance des équipes unionistes. Avec des jeunes issus de l'éducation populaire, ils convergent sur la liberté d'expression et la condition lycéenne. Le 13 décembre 1967, dans 6 lycées parisiens, les militantEs entraînent dans la grève une majorité des classes de terminale et défilent avec l'UNEF dans une manifestation inter-syndicale contre les ordonnances

sur la Sécurité sociale. À la suite de cette journée, et de tensions avec l'administration, naissent plusieurs CAL. C'est d'abord à Jacques-Decour que les militants « pablistes » ont – avec des militants protestants – l'idée de créer une structure spécifique d'action lycéenne, suivis par les Jeunes anarchistes communistes, puis la JCR. Un bulletin est édité, *Liaisons*. Les thèmes : la liberté d'expression contre le « lycée-caserne », puis les questions pédagogiques et la sélection. Les CAL, refusant de se fondre dans l'UNEF, participent aux initiatives prises par l'UNEF et le SNESUP sur les questions scolaires. À la veille de mai, il y a une cinquantaine de CAL, dont une moitié en province.

### Les CAL en mai 1968

Après la manifestation étudiante du 3 mai, l'AG des CAL réunie le 5 appelle à la mobilisation générale. Durant toute la semaine, la mobilisation lycéenne va crescendo. Lundi 6 mai,

dans Paris, des cortèges de lycéenEs se forment, passant d'établissement en établissement. Le 10 mai ces micro-manifestations convergent en un cortège de 10 000 jeunes rejoignant les étudiants à Denfert-Rochereau. C'est la « nuit des barricades ». Le sigle CAL est adopté partout, désignant une AG, un comité de grève ou un groupe. Dans 400 lycées occupés, des commissions se constituent pour organiser l'occupation (information, liaisons avec l'extérieur, service d'ordre, intendance...) mais aussi la discussion. Le bureau national des CAL a regroupé des cahiers de revendications, des rapports, des journaux émanant de 250 lycées et en livre une synthèse à la rentrée de septembre : Les lycéens gardent la parole.

### Robi Morder

À paraître : Didier Leschi et Robi Morder, *Quand les lycéens prenaient la parole*, Syllepse. Pour aller plus loin, sur le site du Germe : « Les comités d'action lycéens », <http://www.germe-inform.fr/?p=2158>

## SNCF Les grèves des cheminotEs en région parisienne convergeront le 15 février

Le mécontentement grandit chez les cheminotEs des métiers circulation (aiguilleurEs, agents circulation, régulateurEs...) d'Île-de-France.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Ces métiers impliquent très souvent le travail en horaire décalé, des services sans pause et des responsabilités importantes en termes de sécurité aussi bien pour les voyageurEs que pour les cheminotEs. Les cheminotEs dénoncent depuis plusieurs dizaines d'années le sous-investissement, mais il aura fallu que des usagerEs soient victimes d'accidents graves, parfois mortels, pour que la direction de la SNCF réagisse. Les usagerEs et les cheminotEs ont payé et paient le prix fort de cette politique.

### Les mobilisations se développent

Au pied du mur, la direction SNCF tente de rattraper ce retard, quitte à dégrader fortement les conditions de travail de ses salariéEs. Ces derniers mois, les travaux de régénération et d'investissement du réseau sont en forte augmentation,

ce qui entraîne une charge de travail plus importante dans les postes d'aiguillage. Tout cela se fait en mettant de côté la priorité que devrait être la sécurité des usagerEs et des cheminotEs.

Le gel des salaires depuis plusieurs années vient s'ajouter à cette situation électrique. La direction SNCF n'a décidément pas volé les grèves qui éclatent un peu partout en Île-de-France!

Sur la région de Paris-est, les cheminotEs des postes d'aiguillage organisent des grèves de 59 minutes (quotidiennement) et de 24 heures (par mois) depuis le 23 décembre.

Sur la région de Paris-rive gauche (réseaux des gares d'Austerlitz et de Montparnasse), la grève des aiguilleurEs du 15 janvier a été une vraie réussite, en perturbant sérieusement le trafic, redonnant confiance en la capacité de se mobiliser et de revendiquer collectivement. Le 31 janvier, les cheminotEs de l'équipement de Paris-rive gauche ont obtenu satisfaction après un mois de grèves contre des suppressions de repos que leur direction voulait leur imposer. Pour la convergence de ces luttes, une première date à saisir est la journée du 8 février, à l'appel de la CGT, avec une manifestation nationale à Paris

pour dénoncer les projets de privatisation et de remise en cause du statut cheminot. Le 15 février, l'ensemble des agentEs des métiers de la circulation d'Île-de-France sont appelés à la grève pour exiger des augmentations de salaires et la requalification de leur métier. Ils et elles iront se faire entendre à l'occasion d'une réunion de leur direction!

### Se coordonner, élargir

Toutes ces mobilisations et ces grèves doivent maintenant se coordonner et s'élargir à tout le territoire. Le 15 février ne sera que le début d'un mouvement qui doit se renforcer par la suite afin d'être en capacité de gagner sur toutes les revendications. Les cheminotEs en grève devront se retrouver dans des assemblées générales pour décider des suites. Face à toutes les attaques en cours et à venir, face au mépris du gouvernement, les cheminotEs doivent reprendre confiance en leur capacité de gagner et d'imposer un service public du ferroviaire de qualité répondant aux besoins de la population et de l'ensemble des travailleurs du rail. Et c'est bien parce que ces attaques contre les cheminotEs s'inscrivent dans le contexte plus général d'offensive du gouvernement Macron, qu'il faut que l'on soit nombreux et nombreuses en grève le 15 février, pour commencer à jeter les bases d'un mouvement d'ensemble!

Laura (Paris-nord) et Julien (Paris-est)

## Le chiffre

**50** C'est, d'après Julien Denormandie, secrétaire d'État à la cohésion des territoires, le nombre de SDF qui dormiraient chaque nuit dehors en Île-de-France. C'est en tout cas ce qu'il a déclaré au micro de France Inter le 30 janvier. Lorsque l'on sait que le dernier rapport de la Fondation Abbé Pierre avance le chiffre de 143 000 SDF sur l'ensemble de la France, on se dit que Macron et son gouvernement, qui prétendent légiférer contre les « fake news », feraient bien de balayer devant leur porte.



## Agenda

### Jeudi 8 février, manifestation nationale des cheminotEs, Paris.

Départ à 13 h de République, en direction de Bercy.

### Samedi 10 février, réunion publique « La santé en souffrance », Avignon.

Avec Philippe Poutou et d'autres intervenantEs, à 17 h 30, au château de Saint-Chamand, 3, avenue F. Mauriac (Ligne n° 6 arrêt terminus). Organisée par ÉÉLV, Ensemble, LFI, GDS, ND, NPA, PCF, Solidaires.

### Samedi 10 février, manifestation « Enracinons l'avenir », Notre-Dame-des-Landes (44).

Infos pratiques sur <https://www.acipa-ndl.fr> et <http://www.annonces-ndl.org>

### Lundi 12 février, rassemblement « #AppleContreAttac : Pour la justice fiscale ! », Paris.

Rassemblement à l'occasion du procès d'Attac, attaqué en justice par Apple. RDV à 12 h au TGI de Paris, boulevard du Palais, métro Cité ou Châtelet.

### Mercredi 14 février, manifestation du travail social, Paris 14<sup>e</sup>.

RDV à 12 h devant le métro Saint-Jacques

## NO COMMENT

« Nous voulons arrêter de revendiquer sans arrêt les codes de la gauche radicale. Le gros changement entre 2012 et 2017, c'est qu'on a rompu avec les fonds de scène rouge, avec cette imagerie. Notre seule trajectoire aujourd'hui, c'est l'intérêt général. »

ADRIEN QUATENNENS, député La France insoumise, le Journal du dimanche, 4 février 2018.

métallurgique, poussées par leurs bases respectives, avaient décidé d'aller à la grève. Cela était d'autant plus important que l'une de ces trois organisations, Türk Metal, est le plus grand syndicat jaune du pays, contre lequel les métallos s'étaient insurgés en 2015 pour protester contre les accords que la direction avait signés avec le MESS (le Syndicat des employeurs de la métallurgie). Face au risque de voir ressurgir des grèves de l'ampleur de 2015 le MESS a fait monter sa proposition d'augmentation des salaires de 3,2 à 6,4 %, puis à 13,2 %. Mais le point critique était la durée de l'accord, et le MESS insistait pour une durée de 3 années face à la revendication de 2 années du côté des métallos. Entretemps l'opération militaire sur Afrin débutait et le Conseil des ministres prenait la décision de « reporter » (comprendre : interdire) la grève pour raison de sécurité nationale. Une décision bienvenue pour Türk Metal et

le syndicat à direction islamiste proche du gouvernement Çelik-İs, qui se sont ralliés au patriotisme ambiant et ont retiré le préavis de grève. Mais Birlesik-Metal-İs, l'un des syndicats les plus combattifs du pays, est demeuré résolu à faire grève. La détermination des métallos, s'ajoutant à l'effroi bourgeois suscité par l'hypothèse d'un remake de la « tempête métallique » de 2015, dans une conjoncture où le régime Erdogan ne peut prendre le risque de s'aliéner une partie de la classe ouvrière (traditionnellement de droite) a eu pour conséquence un accord sur 24 % d'augmentation des salaires, et une marche arrière cruciale de la part de MESS concernant la durée de l'accord, fixée finalement à 2 années, telle que le revendiquaient les ouvriers. L'ombre de la grève a suffi à faire reculer les patrons et a montré que, même sous état d'urgence, la défaite n'est pas la règle!

Correspondant

## OPÉRATION "RAMEAU D'OLIVIER"



CHARMAG

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : 01 48 70 42 27 [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

Diffusion : 01 48 70 42 31 [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

Administration : 01 48 70 42 28, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN : 2269-3696

Commission paritaire : 0419 P 11508

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage : 6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication : Ross Harrold

Secrétaire de rédaction : Julien Salingue

Maquette : Ambre Bragard

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

IMPRIM'VERT®

## MÉDICAMENTS ANTI-ALZHEIMER

## Nos mamies avant leurs profits!



DR

*Au mieux inefficaces, bien souvent dangereux... Les millions d'euros dépensés pour les médicaments contre la maladie d'Alzheimer sont l'autre face du scandale de la prise en charge des personnes âgées en France.*

Quand le 30 janvier, les EHPAD sont en grève, le gouvernement répond que les caisses sont vides. Mais des millions d'euros sont donnés aux laboratoires pour des médicaments dont la Haute autorité de santé déclare elle-même qu'ils sont « inefficaces et potentiellement dangereux ». Ce sont ainsi près de 400 millions d'euros annuels qui ont été dépensés en pure perte dans les années 2000, et encore 180 millions en 2016, alors que se multiplient les interrogations sur l'efficacité des médicaments.

## Médicaments inefficaces et dangereux

Le Professeur Olivier Saint-Jean, qui dirige le service de gériatrie de l'hôpital européen Georges-Pompidou, et qui est en outre membre de la commission de transparence de la Haute autorité de santé, demande que ces médicaments soient « retirés de la liste des médicaments remboursables ». Pour le Reminyl par exemple, dans deux études cliniques, le taux de mortalité, notamment cardio-vasculaire, est significativement plus élevé que celui du groupe placebo. Plus incroyable encore pour un médicament anti-Alzheimer, dans une vaste étude conduite en France sur plus de 10 000 patientEs, celles et ceux qui ont reçu ces médicaments ont un plus mauvais pronostic et vont plus souvent en EHPAD que les autres...

En 2011, la Haute autorité de santé retirait d'elle-même sa recommandation sur la prise en charge de la maladie d'Alzheimer, favorable à ces médicaments. Il faut dire que le Formindep, l'association pour une formation médicale indépendante, l'avait attaquée devant le Conseil d'État, en prouvant que sur les 22 experts qui avaient écrit ces recommandations, « trois n'avaient pas déferé à l'obligation de déclarer leurs liens d'intérêts » avec l'industrie pharmaceutique, et que « onze avaient des conflits d'intérêts qui peuvent être aisément qualifiés de majeurs ».

Fin 2016, après des années de controverses, la Haute autorité de santé reconnaissait que le service médical rendu des quatre médicaments (Ebixa, Aricept, Exelon et Reminyl) indiqués dans le traitement de la maladie d'Alzheimer était « insuffisant » et proposait leur remboursement. Mais, coup de théâtre et fait rarissime, la ministre de la Santé d'alors, Marisol Touraine, a refusé de se ranger à l'avis de la HAS.

## De l'argent pour les EHPAD, pas pour les labos!

Ainsi, 30 à 40 000 patientEs sont encore traités chaque année pour le seul bénéfice de l'industrie pharmaceutique, avec à la clef des milliers d'accidents vasculaires, de troubles du rythme cardiaque, de crises d'angoisse, de fractures du fémur supplémentaires. Pour la revue médicale indépendante *Prescrire*, les médicaments anti-Alzheimer « ont une efficacité minime et transitoire » et « des effets indésirables disproportionnés ». Mieux vaut « se concentrer sur l'aide à l'organisation du quotidien, le maintien d'activité, l'accompagnement et l'aide de l'entourage ». Financer les profits des labos ou financer des milliers de postes d'aidantEs, d'aides-soignantEs ou d'infirmierEs, de kinésithérapeutes, d'orthophonistes, et réduire les tarifs des hébergements en EHPAD... Nous on a choisi, car nos mamies valent plus que leurs profits!

Frank Cantaloup

## «CROISSANCE» Vous avez dit reprise économique?

*Alléluia! La croissance est de retour en France. Le gouvernement et la plupart des économistes se réjouissent. Mais de quelle « croissance » s'agit-il? Et qui en profite?*

Le PIB (produit intérieur brut) de la France a progressé de 1,9% en 2017. C'est le chiffre le plus élevé depuis 2011 (2,1%). En 2012, la hausse était pratiquement nulle (0,2%) et ensuite la croissance avait redémarré lentement. Selon l'INSEE, cette accélération s'explique principalement par la hausse de l'investissement des entreprises et des ménages, surtout sur la deuxième partie de l'année 2017. L'investissement des entreprises a augmenté de 4,3% (+ 3,4% en 2016), et celui des ménages (il s'agit des achats de logements neufs) a accéléré de 5,1% (+ 2,4% en 2016). La reprise de l'investissement des entreprises s'explique d'abord par la hausse des profits dopée par les cadeaux de l'État (CICE, baisse de l'impôt sur les sociétés) et par le cycle normal des investissements: les équipements ont été peu renouvelés depuis quelques années, d'où une hausse du taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie qui retrouve son niveau du début 2008. Si la demande des ménages ralentit (+ 1,3% après + 2,1% en 2016), la demande extérieure est plus vigoureuse et les exportations progressent. La banque Natixis a sorti récemment une note intitulée « La dynamique du capitalisme est aujourd'hui bien celle qu'avait prévue Karl Marx »; au-delà du contenu de

la note, le titre a une part de vérité: les profits ont augmenté, la demande existe (malgré la compression des salaires et des prestations sociales), et il faut renouveler le capital.

## L'économie française sur de bons rails?

Emportée par on ne sait quelle substance hallucinogène, une journaliste économique du *Monde* titrait ainsi son article le 31 janvier: « L'économie française est désormais sur de bons rails ». Certes, les quelques dixièmes de points supplémentaires de croissance augmentent les recettes fiscales (TVA en premier lieu) et rendent plus facile la réduction des déficits, tout du moins tant que les taux d'intérêt ne remontent pas (ce qui accroîtra la charge de la dette). Mais rien ne permet de dire si, au-delà de 2018, ce n'est pas le profil en « tôle ondulée » de la croissance, à l'œuvre depuis 2009-2010, qui va revenir:

après quelques années passables, un fort ralentissement intervient (cela même si ne se déclenche pas la crise financière sous-jacente). Ensuite, sans aucunement tomber dans le patriotisme économique, force est de constater que l'économie française, et d'abord l'industrie, est fort affaiblie par rapport à ses concurrents: l'industrie est tombée à 12,4% du PIB (contre 16,5% en 2000) et a perdu un million d'emplois. La production automobile a baissé de 25% par rapport à 2007. La part de marché de la France dans les exportations de la zone euro continue de reculer. Enfin, les créations d'emplois sont dérisoires par rapport au niveau du chômage: d'après les prévisions de l'INSEE, le taux de chômage ne devrait que légèrement reculer, pour atteindre 9,4% de la population active à la mi-2018, contre 9,7% aujourd'hui. De plus les emplois créés sont, comme avant la « reprise »,



souvent précaires. Ainsi, comme le reconnaît un responsable de l'institut patronal COE-Rexecode cité par les *Échos*: « c'est grâce à l'intérim que les créations d'emplois sont positives » dans l'industrie (selon l'institut patronal, l'industrie a créé 10 000 postes en 2016). Une goutte d'eau par rapport aux millions de chômeurEs sur lesquels le discours dominant rejette la responsabilité de leur situation: « si vous ne trouvez pas de travail, c'est que vous n'êtes pas assez formés ».

## Une reprise pour les riches

En fait, cette « reprise » profite surtout aux capitalistes et aux revenus élevés. Pour eux, tout se conjugue dans le sens d'une hausse de leurs revenus: hausse des plus-values boursières, dividendes versés par les entreprises, augmentation des prix de l'immobilier, éléments « annexes » de la rémunération, etc. Par contre, pour le reste de la population, c'est une spirale dépressive qui fonctionne: stagnation des salaires et des allocations, hausse de la CSG et recul des services publics.

Plus que jamais, notre anticapitalisme n'est pas indexé sur le taux de croissance. À 2% ou 0,5% par an, la logique mesquine et destructrice du capitalisme est la même. Pour y mettre fin, il faut s'attaquer au pouvoir de ceux qui profitent du système, et faire fonctionner l'économie sur d'autres bases et suivant une autre rationalité que celle qui prépare la prochaine crise financière et détruit la planète. Et dans l'immédiat, l'urgence est de s'atteler à construire la mobilisation contre les prochaines attaques annoncées par la bande à Macron. **Henri Wilno**

## MIGRANT-E-S À l'amphi Z de Villeurbanne, la vie et la lutte s'organisent

*Ce que font les migrantEs et la jeunesse depuis des mois à Lyon, Nantes, Grenoble, est puissant et éminemment politique: un mouvement de solidarité concrète fondé sur les occupations est en train de s'incarner sous nos yeux, qui se propage à Ouistreham, Montpellier, Clermont, Toulouse, Paris et ailleurs.*

Dans l'agglomération lyonnaise, fief du ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, le collectif « Jamais sans toit » a recensé 120 enfants, scolarisés, à la rue avec leurs familles. Plus de 1 000 personnes dorment en ce moment dans le froid. Les centres d'hébergement d'urgence sont dits saturés alors qu'il est avéré que des places sont restées disponibles pendant plusieurs semaines. D'après l'INSEE, près de 25 000 logements sont vacants rien que sur la commune de Lyon. Mais les migrantEs sont abandonnés par les services publics, parfois enfermés, souvent triés, expulsés. Collomb, l'homme-qui-en-marre-de-passer-pour-le-facho-de-service, multiplie les circulaires et projet de loi répressifs.

## De l'amphi C à l'amphi Z

Face à ces politiques, la jeunesse a décidé de prendre les choses en main. Une jeunesse qui fait souvent ses premières expériences de lutte et se politise. Fin novembre, une centaine de migrantEs chassés de la gare Part-Dieu ont ainsi été accueillis par des étudiantEs, qui

ont occupé l'amphi C de l'université Lyon 2 pendant plusieurs semaines. Menacés à nouveau d'expulsion par la présidence de l'université qui voyait les vacances arriver, une solution d'urgence a dû être trouvée. C'est l'amphi Z, à Villeurbanne: un bâtiment vide de quatre étages ayant servi de centre de formation pour sapeurs pompiers, réquisitionné en guise d'hébergement d'urgence et baptisé ainsi pour marquer la continuité avec l'occupation de l'amphi C. À côté des multiples occupations de logements vides plus petits et discrets, il s'agit du plus grand squat de l'agglomération, un lieu d'habitation qui peut enfin servir de vitrine politique à l'organisation de luttes antiracistes et de solidarité avec les migrantEs.

## Auto-organisation

En un temps record, l'eau, l'électricité et les sanitaires collectifs ont été rendus fonctionnels; les besoins d'ameublement ont été réglés à la faveur d'appels aux dons. Près de 200 personnes vivent maintenant dans les 64 chambres. Et malgré le risque de saturation et les 80 chauffages électriques

qui font sauter les plombs toutes les 10 minutes, il est humainement impossible de refuser les nouvelles arrivées quotidiennes. Les hommes célibataires, majoritairement subsahariens, tous sous le coup des accords de Dublin, se partagent les deuxième et troisième étages, tandis que les familles avec enfants, principalement albanaises, occupent le premier étage.

La vie s'y organise en autogestion. Des assemblées générales d'habitantEs se tiennent régulièrement, où sont discutés et réglés les problèmes du quotidien: répartition des tâches de ménage, de cuisine, relatives à la sécurité. Des assemblées ouvertes aux étudiantEs et aux soutiens se tiennent tous les dimanches, où sont discutés les nouveaux besoins et les stratégies politiques. Des permanences et activités rythment les journées: cours de français, ateliers de chant et de musique, permanence médicale, écoute et soutien psychologique, projections de films, information juridique, ateliers de lecture partagée, d'écriture poétique, tournois de foot, etc. S'ajoutent des réunions

de groupes de travail: féministe non mixte, pour les actions, pour la constitution d'une association, pour le ravitaillement, etc.

## Une vie de luttes

La vie s'y organise aussi autour des luttes. Soucieux de ne pas s'isoler, les habitantEs ont rédigé une lettre d'invitation à un repas festif, destinée au voisinage. Une délégation s'est rendue à la réunion du collectif unitaire de soutien aux réfugiéEs et migrantEs, composé d'associations, de syndicats et partis politiques: sont prévus d'un côté un prochain rassemblement devant la préfecture pour la non-application de la procédure Dublin, de l'autre une réunion publique le 28 février à propos du projet de loi sur l'asile et l'immigration; une manifestation commune est prévue le 10 mars pour le retrait de ce projet de loi. Et dans les tuyaux, en vue d'amplifier le rapport de forces: une montée à Paris le 17 mars pour la marche des solidarités puis l'organisation dans la foulée d'une coordination nationale. Ici et maintenant, un sentiment domine: vivons sans temps mort, débordons Macron! **Ananda (Lyon)**

## BRÉSIL Lula condamné, débats dans la gauche

Le 24 janvier, le Tribunal régional fédéral de la 4<sup>e</sup> Région a confirmé la condamnation de l'ancien président Lula pour corruption, dans une affaire concernant la prétendue propriété d'un appartement à Guarujá (São Paulo). Lula est devenu inéligible, en vertu d'une loi promulguée par son gouvernement. Et il peut désormais être arrêté.

Il y a plusieurs autres procès contre Lula, qui sont toujours en cours. Il ne fait aucun doute qu'il y avait de la corruption dans son gouvernement (comme dans tous les autres gouvernements brésiliens dans les dernières décennies). Et il ne fait aucun doute que Lula y a participé, et qu'il doit exister des preuves contre lui.

### Une condamnation politique

Mais dans l'affaire récemment jugée, les preuves sont extrêmement douteuses. Sa condamnation a été certainement motivée par les intérêts politiques de la majorité de la droite brésilienne. Des élections générales sont prévues en octobre et, en ce qui concerne la présidence de la République, tous les sondages placent Lula loin devant les autres candidats, tant au premier qu'au second tour. Pour cette raison, il se dit à juste titre (et pas seulement à gauche) que cette condamnation est une continuation du coup d'État parlementaire qui a chassé Dilma Rousseff du pouvoir.

Après le jugement, le PT a réaffirmé la candidature de Lula, bien qu'il ne soit pas éligible. Des appels seront déposés contre la condamnation. En outre, la loi permet l'enregistrement de sa candidature (en août), et ce n'est qu'après qu'elle pourra être contestée. Et comme le PT peut faire appel de la contestation, il est même possible que Lula puisse être élu, et c'est alors sa prise de fonction qui sera refusée.



DR

Les récents sondages effectués ont montré que, jusqu'à présent, la confirmation de la condamnation n'a pas réduit les intentions de vote pour Lula. En outre, ils montrent qu'un candidat soutenu par lui aurait moins de votes que lui, mais irait au second tour. Il est possible que le PT maintienne la candidature de Lula et le remplace seulement quelques semaines avant l'élection.

### Une gauche divisée

Dans ce scénario confus, la gauche brésilienne s'est divisée au cours des dernières semaines entre au moins quatre positions. Si l'on considère le PT et ses alliés comme faisant partie de la gauche, on peut dire que cette dernière s'est largement élevée contre la condamnation de Lula, qu'elle a défendu

son droit à être candidat, et affirmé qu'elle soutenait (ou pourrait soutenir) sa candidature. Ces secteurs ne croient pas nécessairement en « l'innocence » de Lula mais sont à l'image de cette partie de la population qui, selon les enquêtes, le croit coupable mais a l'intention de voter pour lui.

Une deuxième partie de la gauche, critique des gouvernements du PT (politique de collaboration de classes, défense des intérêts bourgeois et politique de démobilitisation populaire), a toutefois participé à des mobilisations en défense de Lula en essayant, autant que possible, de se démarquer du « Lulisme ». Ce secteur est formé par une partie minoritaire du Partido Socialismo e Liberdade (PSOL), par une partie très minoritaire du mouvement

syndical et par une partie minoritaire des mouvements populaires, et a l'intention de présenter un candidat à la présidence.

### Des débats qui se poursuivent

Ces deux secteurs de la gauche ont essayé d'organiser des manifestations à grande échelle contre la condamnation de Lula. Elles ont été significatives (des milliers, voire quelques dizaines de milliers de participants), mais plus petites que prévu. Beaucoup de gens ont l'intention de voter pour Lula, mais ne se mobilisent pas pour sa défense. Un troisième secteur de la gauche, constitué par la majorité des militants du PSOL, n'a pas participé aux manifestations, comprenant qu'elles seraient conçues comme faisant partie de la campagne de Lula. Ce secteur, tout en dénonçant le caractère politique des jugements qui l'ont déjà condamné, et en défendant le droit de Lula à se présenter comme candidat, met toutefois en avant ses critiques des gouvernements du PT.

Enfin, un quatrième secteur de la gauche, tout en ayant une position critique sur les jugements qui ont condamné Lula, soutient qu'il devrait être condamné et emprisonné et, dès lors, ne défend pas son droit à être candidat. Cette position est partagée par une petite minorité de militants du PSOL, par le PSTU (Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado, un petit parti « moréniste ») et la majorité de la centrale syndicale la plus à gauche au Brésil, la CSP-Conlutas (dont la direction est liée au PSTU). Dans les semaines et les mois à venir, ces débats se poursuivront. **À São Paulo, João Machado**



## Le monde en bref

**Italie Un attentat raciste commis par un militant d'extrême droite.** Le 3 février, un Italien de 28 ans a ouvert le feu sur des étrangers d'origine africaine. Cette attaque, au cours de laquelle six personnes ont été blessées par balles, s'est produite à Macerata, dans le centre de l'Italie. L'auteur des coups de feu est sorti de sa voiture, a revêtu une écharpe tricolore, fait un salut fasciste et crié « Viva Italia » avant de tirer. Le terroriste au crâne rasé s'est ensuite rendu à la police, ce qui a permis de rapidement l'identifier : il s'agit d'un militant d'extrême droite, candidat à des élections, en 2017, pour la Ligue du Nord. Des évidences qui n'ont pas empêché Berlusconi, dont la formation Forza Italia s'est alliée à l'extrême droite dans la perspective des élections du 4 mars prochain, de déclarer : « Il me semble qu'il s'agit du geste d'un déséquilibré, qui mérite la plus ferme condamnation, mais qui ne peut être considéré comme ayant une connotation politique claire. » Lorsque l'on sait que sa coalition est en tête des sondages, avec 35 % des intentions de vote, on ne peut que constater avec effroi à quel point le racisme continue de se développer et de se banaliser au sein d'une Europe qui a déclaré la guerre aux migrantEs. Et s'inquiéter que de tels actes puissent se produire en France, où la chasse aux migrantEs est légitimée et organisée par les plus hauts sommets de l'État.

### Syrie Le régime Assad et la Russie poursuivent leurs crimes de guerre.

« Un déluge de feu et de fer s'abat depuis dimanche 4 février sur les zones rebelles syriennes d'Idlib et de la Ghouta orientale, la banlieue de Damas. » C'est ainsi que Benjamin Barthe, du Monde, évoque les nouveaux crimes commis par le régime Assad, avec l'appui de l'aviation russe, au cours des derniers jours : des centaines de morts dans les villes et zones qui n'ont pas été reprises par le pouvoir syrien, parmi lesquels, selon l'Observatoire syrien des droits humains (OSDH), un nombre conséquent de civils, dont des enfants. Marchés, hôpitaux, immeubles d'habitation : rien n'échappe à la fureur meurtrière d'Assad et de ses alliés russe et iranien. L'aviation russe, qui a vu pour la première fois l'un de ses avions de chasse être abattu par un tir de missile le 3 février, est aux avant-postes dans cet acharnement, coordonné avec la Turquie d'Erdogan qui bombarde quant à elle la région kurde d'Afrin. Qui plus est, selon divers témoignages, les attaques à l'arme chimique seraient en pleine recrudescence, avec notamment des bombardements de barils de chlore largués depuis des hélicoptères de l'armée. Le martyr du peuple syrien se poursuit, et les bourreaux Assad et Poutine profitent une fois de plus de la lâcheté des dirigeants occidentaux, Macron en tête.

### Méditerranée La tragédie des migrantEs continue.

Vendredi 2 février, ce sont au moins 90 personnes, en majorité pakistanaises, qui sont mortes lors du chavirage du bateau qui les transportait depuis les côtes libyennes vers l'Italie. Le 9 janvier, c'était plus d'une centaine de personnes qui étaient portées disparues après le naufrage de leur embarcation de fortune, toujours au large des côtes libyennes. Depuis le début de l'année 2018, ce sont ainsi près de 350 personnes, selon les données collectées par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui sont mortes en Méditerranée en essayant de rejoindre l'Europe. Toujours selon l'OIM, 16 000 personnes auraient péri de la même façon depuis 2013, soit quasiment 10 par jour en moyenne. Le taux de mortalité chez celles et ceux qui tentent la traversée serait de 1 sur 40, un chiffre en augmentation tant les conditions de transport sont de plus en plus précaires et les passeurs de plus en plus avides. Et pendant ce temps-là, l'Europe érige des murs, installe des barbelés et passe des accords avec des milices libyennes qui retiennent les migrantEs fuyant la guerre et la misère, les violentent, les exploitent et les vendent comme esclaves. La honte.

## TRUMP L'état de la désunion

Donald Trump a prononcé son discours sur l'état de l'Union le 30 janvier 2018 au Congrès (Chambre des représentants et Sénat). Ce discours était attendu car c'est le premier discours sur l'état de l'Union de Trump en tant que président ; il a attiré 45,6 millions de téléspectateurs.



Trump a confirmé à l'occasion de son discours qu'il poursuivrait la politique qu'il a menée jusqu'à maintenant : militarisme à outrance, baisse des impôts pour les super riches, retour de l'exploitation massive du charbon, etc.

### Trump est-il « fou » ?

Dans les médias du monde entier, une petite musique se fait entendre : la politique guerrière et outrageusement pro-riches de Trump serait due à sa « folie ». Certes, le personnage est incontrôlable, comme le montrent ses innombrables sorties en politique internationale, des provocations guerrières contre la Corée du Nord à sa qualification de Haïti et d'autres pays de « pays de merde ». Mais le qualifier de fou arrange bien du monde, tant il bénéficie en fait du soutien de la classe dirigeante étatsunienne, et en premier lieu du parti du Big Business, le Parti Républicain, mais pas seulement. La décision de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël a par exemple reçu le soutien des deux partis. La première chose qui frappe avec le discours de Trump, c'est la continuité avec ceux d'Obama. Loin de l'image de fou déraisonnable, Trump sait mâtiner son discours populiste et rassurer Wall Street quand il le faut. Sur l'immigration, il a su manier la carotte et le bâton, proposant à la fois un accès à la citoyenneté à 1,8 million de jeunes « Dreamers » (programme d'accès à la citoyenneté pour les mineurEs sans-papiers, que Trump veut supprimer) mais exigeant en échange 20 milliards de dollars pour son mur entre USA et Mexique. Ce deal

rappelle ceux d'Obama qui avait permis des accès à la citoyenneté et en même temps intensifié les expulsions d'immigréEs.

### Surenchère démocrate ?

Les Démocrates ont réagi en demandant au représentant du Massachusetts Joe Kennedy de prononcer leur discours sur l'état de l'Union en réponse à celui de Trump. Joe Kennedy n'est pas seulement le descendant d'une dynastie bien connue de politiciens

et de trafiquants d'alcool, mais a ce trait particulier d'avoir une des plus grosses fortunes personnelles de la Chambre des représentants : 43,2 millions de dollars. Copieusement financé par l'industrie des assurances, de la banque et du pétrole, il s'oppose à un système de sécurité sociale national gratuit, à la gratuité de l'université et à taxer même très légèrement les banques de Wall Street. De la part d'un si digne représentant de la classe politicienne bourgeoise,

on ne pouvait attendre rien de très révolutionnaire. Mais les Démocrates sous Trump se distinguent par leur capacité à être parfois à droite de celui-ci, en l'attaquant sur l'affaire de l'influence russe sur la campagne électorale de 2016 et en l'accusant d'être un « vendu » aux influences étrangères. Même Bernie Sanders, perçu par certains comme une alternative de gauche à l'intérieur des Démocrates, a tweeté : « Comment Trump peut-il ne pas parler de la réalité que la Russie, à travers la cyberguerre, a interféré dans nos élections démocratiques de 2016 et va le refaire en 2018 selon son propre directeur de la CIA ? » Finalement qu'il soit le président des riches et des marchands de canons n'est pas important, il ne serait pas assez patriote et pas suffisamment guerrier...

À l'occasion des élections de mi-mandat de 2018, des candidats socialistes révolutionnaires se présentent indépendamment des Démocrates dans certains endroits. Espérons que la réussite de leurs campagnes soit un premier pas vers la construction d'un parti des travailleurs révolutionnaires, indépendant, qui soit aussi fidèle aux exploités que les partis actuels le sont aux exploités.

Stan Miller



# 4<sup>e</sup> CONGRÈS NATIONAL DU NPA

2, 3 ET 4 FÉVRIER 2018

## LES VOTES DU CONGRÈS NATIONAL SUR LES PLATEFORMES

T	U	V	W	X	Y	Z
5,52 %	49,72 %	12,71 %	17,13 %	1,66 %	2,21 %	11,05 %

## PLATEFORME T UN CONGRÈS POUR RIEN : LA CRISE DE DIRECTION DU PARTI S'APPROFONDIT

Aucune déclaration majoritaire n'a été adoptée par le congrès. Le congrès a donc confirmé la mise en minorité de la majorité sortante, mais la « gauche » du parti a montré un spectacle déplorable. La pfW a indiqué dès le début du congrès qu'elle refusait de discuter d'une déclaration de congrès alternative à la U. Elle a produit un texte sans aucun contenu politique disant juste que le NPA devait s'investir dans les luttes. La pfV s'est appuyée sur ce refus pour renoncer à son tour. Nous avons néanmoins cherché jusqu'au bout à rassembler le plus largement possible contre la politique de majorité sortante, avec une déclaration finalement commune aux pfT, Y, et Z. Nous déplorons le refus (sous l'impulsion des chefs de pf hormis Y, T et locales) d'appliquer la rotation des mandats, pourtant statutaire, et le rejet à deux voix de la motion Front social (à

cause des pfW, Z et en partie U), pourtant majoritaire dans les AG locales – à l'égard desquelles ce vote ne peut sonner que comme un affront. Les pfU et V ont cherché à s'affronter sur les élections européennes. La U a repris à son compte notre mot d'ordre de « rupture anticapitaliste et internationaliste avec l'UE » (ce que nous apprécions) mais le contenu politique proposé était minimaliste et compatible avec l'antilibéralisme. La V ne proposait aucun contenu, mais simplement une alliance avec LO en guise de garantie que cette campagne serait révolutionnaire. Ces deux motions ayant été rejetées, la discussion devra avoir lieu dans le parti sur l'opportunité ou non de se présenter, et surtout sur l'orientation à proposer. Nous regrettons que le congrès ait refusé de lancer un processus de discussion d'un nouveau manifeste sur la stratégie et le

projet de société, débouchant sur une conférence nationale en 2019. Mais nous avons réussi à rassembler des délégués des pfU et locales autour de cette idée. Beaucoup de nouveaux délégués ont été consternés par le niveau de tension et l'absence de réel dialogue entre plateformes. Un congrès devrait pourtant servir à travailler ensemble et à permettre aux délégués de trancher sur les enjeux essentiels à partir de nouveaux textes trans-plateformes. Cela n'a pas été le cas, sauf heureusement sur quelques motions d'actualité (comme celle sur la mobilisation contre le plan Vidal). Ce congrès a permis de vérifier que les convergences avec les délégués de la Y étaient profondes, tant sur le fond que sur l'état d'esprit. Nous chercherons à concrétiser ce rapprochement, qui permettra de poursuivre le combat pour réorienter le NPA de façon inclusive et dialoguante avec l'ensemble du parti.

## PLATEFORME U « NOUS AVONS GAGNÉ LE DROIT PRÉCIEUX DE RECOMMENCER »

Le congrès du NPA a réuni près de 200 délégués, qui ont rendu compte de la diversité des implications des comités dans les luttes, et des débats politiques qu'ils mènent. Mais il a aussi réfracté les difficultés internes du parti.

### Une absence de majorité large...

Des motions ont été votées sur les questions d'actualité (sélection, migrantEs...), mais il ne s'est pas dégagé de majorité sur un texte définissant une orientation pour intervenir ensemble, dans les semaines qui viennent, dans les mobilisations. Après avoir recueilli près de 50% des voix lors des congrès locaux, nous avons proposé d'écrire une déclaration commune, intégrant les préoccupations exprimées lors de ces congrès, ainsi que l'actualité des mobilisations au côté des migrantEs, contre la sélection, dans la santé, et plus globalement contre le gouvernement.

Nous nous sommes heurtés à un « front du refus » des autres plateformes, qui n'ont pas voulu discuter et amender notre projet, affirmant qu'il reprenait « toute notre politique ». Ce n'est pas le cas. Une déclaration visait

pour nous à caractériser le gouvernement, développer un plan d'action unitaire pour la construction de mobilisations capables de bloquer les attaques, et définir des campagnes politiques du NPA. Notre proposition a été battue d'une voix, et le congrès s'est terminé sans déclaration.

Sur les élections européennes, les camarades ont soumis une motion pour des listes avec LO... indépendamment des positions de LO, et sans réel contenu de fond. Nous avons donc proposé un autre texte, défendant la possibilité d'un accord avec d'autres forces, à condition qu'elles soient internationalistes, anticapitalistes, et que ces listes assument la nécessaire rupture avec l'UE et la solidarité avec les peuples en lutte pour leur autodétermination comme en Catalogne.

### ... qui ne nous empêchera pas de construire le NPA

Les autres plateformes ont donc voté contre toutes nos propositions... sans être capables d'en formuler qui recueillent une majorité. La dénonciation d'une prétendue « adaptation au néoréformisme » ne constitue pas une politique, a fortiori

lorsqu'elle vient de courants qui ont des positionnements et des pratiques politiques très variées.

Notre plateforme a recueilli 49,72% des voix lors du congrès national. Nous aurions préféré en obtenir davantage, mais cela ne change finalement pas grand chose à notre double objectif : – proposer une politique pour tout le parti, en tentant d'y associer toutes les sensibilités de l'organisation, pour que le NPA soit utile dans les mobilisations et qu'il pèse politiquement ; – construire le NPA, relancer ses commissions et secrétariats, assurer la sortie de son journal et de ses tracts nationaux, alimenter et améliorer son site internet, etc.

Alors que les signes d'un frémissement social se font sentir, il est impératif que le NPA se mette en ordre de bataille et se tourne vers l'extérieur, comme il a su le faire lors de la présidentielle. Nous avons échoué à ce congrès à dégager une majorité large pour le NPA. Mais, en obtenant de très loin la majorité relative, comme le disait Daniel Bensaïd, « nous avons gagné le droit précieux de recommencer ».

Équipe d'animation de la pfU

## PLATEFORME V EN DÉPIT DU VOTE MAJORITAIRE DES MILITANTS, LE CONGRÈS TOURNE LE DOS AU FRONT SOCIAL

Pourtant la motion dite du « Front social » avait été largement majoritaire dans les AG locales. En prenant la même méthode de calcul que pour les plateformes, elle a recueilli 68,8% des voix exprimées. Elle proposait de soutenir et de construire la démarche du Front social visant à regrouper des militants combattifs de différents syndicats, de la jeunesse et de différents fronts de lutte. Pour servir de point d'appui pour la construction de l'unité la plus large, mais aussi pour proposer des initiatives de lutte et/ou de convergence quand les organisations traditionnelles ne proposent plus rien.

Mais les dirigeants de la U et ses délégués ont décidé de remettre en cause le vote largement majoritaire des AG électives. Ils ont été aidés pour cela par la X qui a mêlé ses voix avec celles de la U en votant contre. Les délégués de la Z ont également dérogé à leur vote lors des AG locales : au lieu de partager leur vote entre abstention et pour, ils se sont

abstenus lors de ce même vote au congrès national.

Au-delà des problèmes démocratiques cela révèle à quel point la direction de la U est incapable d'intégrer des points de vue qu'elle ne partage pas mais majoritaires dans l'organisation, et donc d'être une véritable direction pour l'ensemble du parti. Son échec à faire adopter par une majorité simple une déclaration de fin de congrès en est la confirmation. Mais cela montre aussi à quel point les composantes de la dite « gauche » du parti ne mènent pas la même politique dans la lutte des classes. Nous ne pouvions donc pas participer à un jeu de dupes : soutenir la déclaration rédigée par la Z amendée par la T et la Y ne s'appuyant sur aucune expérience commune, d'autant que son contenu était en contradiction avec diverses positions de ces pf durant le congrès.

Nous avons donc proposé de travailler sur des motions dirigées vers l'apparition et l'intervention du NPA. En dotant le parti d'une feuille de route contre la loi Vidal et la construction

d'une grève de l'éducation, cette motion a été majoritaire. Mais nous avons aussi défendu une politique pour les élections européennes de 2019. Contre la politique de la U qui permet des alliances au-delà des courants anticapitalistes et révolutionnaires, nous avons défendu d'être présents aux élections européennes en rejetant « la possibilité d'accords [...] avec la FI et ses composantes, Ensemble et le PCF » car « ces partis défendent, en effet, une alternative antilibérale et institutionnelle à l'intérieur du système capitaliste », et en proposant des listes communes à Lutte ouvrière. Cette motion a été battue mais elle a regroupé la majorité de la « gauche » du parti. Nous sommes convaincus que c'est au travers d'expériences communes que nous construirons une direction et un parti capable de jouer un rôle. En ce sens la mobilisation naissante dans la jeunesse sera le meilleur test pour voir si le NPA est capable d'être utile dans la lutte de classes qui se livre sous nos yeux. Nous allons en tout cas y prendre toute notre part.

## PLATEFORME W LA SITUATION OFFRE DES OPPORTUNITÉS ET DES RESPONSABILITÉS AU NPA

Le congrès a d'abord été un moment de bilan. Si le NPA est un petit parti, qui n'est pas sans connaître de difficultés, l'intervention de ses militants dans la lutte contre la loi travail comme leur engagement dans la campagne de Philippe Poutou lui ont apporté du sang neuf. Des rapports circonstanciés ont été faits par des camarades de comités, commissions ou instances de la direction, sur les succès et difficultés d'interventions. Divers camarades, dont ceux de notre plateforme, ont insisté sur le besoin que les comités prennent à bras le corps les tâches d'implantation et intervention dans les entreprises, leurs modalités, la discussion de l'articulation entre la politique et le syndical, même si le besoin existe d'une centralisation de ces efforts en réactivant une commission nationale qui n'existe plus, et que s'impose aussi la reprise d'une rencontre annuelle « public-privé » des camarades d'entreprise. Pour ce qui est des perspectives, même s'il est indéniable que la situation internationale et nationale est difficile, nous

avons fait la proposition – qui n'a pas fait l'unanimité mais aucune ne l'a faite – que tout de suite et maintenant, les militantes et militants du NPA concentrent leurs efforts sur trois axes liés à la situation politique présente :  
– Une campagne politique contre l'odieuse chasse aux migrants menée par Macron et l'appareil répressif de l'État, qui choque une partie de l'opinion tandis que la prétendue gauche politique et syndicale reste muette. Cette campagne politique, que le NPA devrait proposer à Lutte ouvrière, serait faite de tracts, affiches, réunions dans les entreprises et dans la jeunesse, et complémentaire au travail associatif que certains mènent depuis longtemps.  
– Un engagement dans la lutte entamée par des enseignants, étudiants et lycéens, appuyés par leurs parents, contre l'attaque de fond qu'engage Macron contre le système scolaire, pour le rendre plus ségrégationniste encore qu'il ne l'est à l'égard des jeunes des classes populaires.  
– Une implication dans la lutte des personnels hospitaliers,

engagée aujourd'hui dans de multiples établissements et villes. Le NPA, par une intervention commune des comités comme de son secteur santé, pourrait aider les nombreuses colères à converger et devenir un fait politique national. Les frémissements actuels des mobilisations sonnent peut-être une reprise de la combativité. Le rôle du NPA est avant tout, à travers elles, d'aider celles et ceux qui se mettent en mouvement à s'assurer le contrôle de leur propre lutte, afin de se prémunir contre les limites que les directions syndicales, engluées dans le dialogue social, leur fixeront inmanquablement. Il s'agit d'agir pour construire un mouvement d'ensemble, une contestation politique générale qui serait fatale à Macron. C'est la tâche de l'heure pour l'ensemble des militantes et militants du NPA, leur responsabilité comme nous l'avons souligné dans notre déclaration de fin de congrès. Combiner la construction des luttes et le développement de notre parti, s'invite au cœur des préoccupations des comités.

## PLATEFORME Y APRÈS LE CONGRÈS : POURSUIVRE LA BATAILLE POUR UN CHANGEMENT DE DIRECTION

Ce 4<sup>e</sup> congrès du NPA n'aura pas été à la hauteur des attentes de ses militantEs. Pourtant, pour la première fois depuis la création du NPA, les AG électives avaient acté que la moitié du parti était pour une clarification et une réorientation du NPA. Pourtant, en terme numérique, l'ensemble cumulé des plateformes hors de la pfU ont la majorité (ce qui se reflète sur la composition du CPN, où les éluEs de la pfU sont 41 sur un total de 83). Mais de ce congrès, tout le monde ressort perdant. La pfU n'a pas obtenu la majorité qu'elle escomptait avoir. L'ex-pfA qui regroupait les plateformes T, V, W, X, Y et Z n'a même pas pu se reconstituer pour une déclaration commune de fin de congrès. La pfV n'a pas pu faire adopter sa motion « Front social », la pfZ sa motion « internationalisme », la pfT sa motion pour un manifeste programmatique et stratégique, la pfW sa feuille de route fixant les

campagnes pour les prochains mois. Nous n'avons pas réglé la question des Européennes, puisqu'aucune motion n'a été adoptée. Les seuls moments où la pfA a pu se reconstituer était encore sous forme d'un « bloc défensif », jamais pour être à l'initiative. Or, avec une pfU qui ne pourra pas faire passer sa politique minorisée, si l'ex-pfA, à l'image de ce congrès, ne parvient pas à former une direction alternative, le parti va être paralysé. La politique que nous proposons est juste car il n'y a pas d'alternatives : la pfU ne convainc plus, nous avons besoin d'un parti qui fonctionne, la moitié du parti est à présent pour une clarification et une réorientation du NPA, il faut donc pouvoir former une direction alternative sur ces bases. Cela passera par une intervention commune dans le réel, notamment dans le début de mobilisation contre la sélection qui s'amorce, par des rencontres régulières pour discuter des points d'accord et

de désaccord entre nous, et surtout, en étant capables de nous adresser plus largement à touTEs celles et ceux qui veulent délimiter et réorienter le NPA, au-delà des contours de l'ex-pfA. C'est pourquoi nous profitons de cette dernière occasion du congrès pour nous adresser à l'ensemble des militantEs du NPA : ce congrès est sans doute décevant, mais il n'est qu'un début. Nous continuerons à défendre notre politique partout où nous sommes, à tous les niveaux et dans la plus grande transparence. Nous tiendrons de front la bataille pour à la fois reconstruire le NPA et à la fois le réorienter, en nous investissant dans nos comités, les commissions, les instances de direction, pour faire vivre le NPA tout en y défendant notre orientation. Nous continuerons le dialogue avec touTEs les militantEs que nous avons pu rencontrer à l'occasion de ce congrès. La route est longue, mais il n'y a pas de raccourci possible.

## PLATEFORME X UN PREMIER PAS

D'abord le congrès : en demi-teinte sans doute, mais en positif malgré tout, avec des discussions finalement assez intéressantes sur le fond ; quelques psychodrames aussi lassants qu'inutiles ; quelques motions pour le coup bienvenues alors que la situation est peut-être en train de frémir en ouvrant la possibilité pour le parti de se rassembler utilement dans l'action ; une absence de déclaration à la fin, mais c'était sans doute l'aspect le moins intéressant. L'exercice était en effet inutilement périlleux. La pfU a présenté une « synthèse » qui se voulait en parole « ouverte » tout en restant fondamentalement prisonnière d'une orientation qui a été rejetée par la moitié de l'organisation. Il est à souhaiter que ce ne soit pas le prétexte à de nouvelles polémiques artificielles. La pfT, la pfY et la pfZ ont proposé de leur côté une déclaration censée « réorienter » le parti en additionnant les formules toutes plus révolutionnaires.

L'objectif n'était manifestement pas de convaincre ni de construire une autre direction car il faudrait bien autre chose mais d'affirmer un drapeau contre un autre. La pfV est restée sans voix. Nous avons de notre côté soutenu la démarche initiée par la pfW qualifiée par d'autres avec un brin de mépris de « feuille de route ». Il s'agissait pourtant d'une démarche éminemment politique : répondre à une situation à un moment donné, avec de vraies campagnes pour le parti, en permettant aux unEs et aux autres de faire des bilans moins éthérés que les déclarations de principe. Le nouveau CPN, sans majorité évidente, aura tout intérêt à reprendre cette discussion. Les textes de plateformes ont fait l'objet de votes en non contradictoire. Celui de la pfU a obtenu 89 voix sur 186 délégués ; la pfW 39 ; la pFX 36 ; la pfV 33 ; la pfZ 29 ; la pfT 18 ; la pfY 14. Les camarades de la pfW ont soutenu le texte de la pFX comme nous avons soutenu le leur. Pour nous, ce résultat

est important car il est aussi le fruit d'un travail de conviction, entrepris au départ en étant très peu nombreux, mais qui montre qu'on peut encore faire de la politique avec des idées et pas seulement en montrant ses muscles après avoir construit ou fortifié au préalable son groupe au sein du NPA. C'est un encouragement à faire bouger les lignes qui va bien au-delà de nos maigres résultats en tant que pf. La pfV a été la seule plateforme avec la pfU à voter contre notre texte. Nous avons avec les camarades de la pfW des nuances importantes sur la manière d'exister et de mener les discussions au sein du NPA mais aussi de larges accords sur l'orientation. La pFX n'a aucune vocation à se transformer en tendance mais nous continuerons à proposer et à débattre sur la base du texte que nous avons défendu. Nous avons désormais une petite responsabilité, évidemment à notre toute petite échelle. Comme on le dit parfois, ce n'est qu'un début (et la route est parfois plus longue que prévue).

## PLATEFORME Z SANS MAJORITÉ POLITIQUE ET DE DIRECTION, L'URGENCE D'UNE ALTERNATIVE

La plateforme (pf) U, dont les composantes appartiennent toutes au courant majoritaire de la Quatrième Internationale (ex-Secrétariat unifié), représentait près de 60 % des voix à la conférence nationale (CN) de 2016. Elle a été mise en minorité dans les votes d'orientation ainsi que dans celui portant sur la composition de la nouvelle direction. Une majorité de délégués a ainsi refusé d'entériner une politique qui, par-delà le flou volontaire des formules, refuse de rompre avec la ligne des « partis non délimités stratégiquement » et a déjà conduit à nombre de scissions – que l'on retrouve au PCF, à Ensemble et/ou à La France insoumise. L'éclatement de la gauche du parti (pfA de 2016) en six plateformes différentes a interdit toute possibilité d'une majorité alternative. Cette explosion va bien au-delà des désaccords réels qui peuvent exister sur des questions d'orientation ou tactiques. Nous ne partageons pas en ce sens l'opinion de camarades de la pfW selon laquelle la multiplicité des plateformes serait une « richesse » et non

un handicap. Cette conception aboutit en effet à ne pas mener la bataille pour une orientation et une direction alternatives, à se satisfaire de la situation actuelle et se centrer sur une autoconstruction de fraction, dans un NPA considéré non comme un parti ouvrier révolutionnaire à construire mais un mouvement fonctionnel à la mise en place de sa « feuille de route », en évitant soigneusement la lutte politique. La pfZ a poursuivi ses efforts visant à un regroupement de la gauche du parti sur des bases de lutte de classe, dans le cadre d'une stratégie communiste révolutionnaire assumée et commune. Avec des résultats limités : amendée et soutenue par les pfT et Y, notre proposition de déclaration finale de congrès, centrée sur les axes d'une réorientation permettant au NPA d'affronter aujourd'hui les défis de la situation, a obtenu 18,5 % des voix. Nous avons également défendu une perspective internationaliste, en demandant notamment, sans obtenir de réponse de l'ex-majorité, que l'on puisse enfin débattre du soutien accordé au gouvernement social-libéral portugais

par le Bloc de gauche, auquel participent les cosignataires de la plateforme des camarades de la pfU pour le congrès de la Quatrième Internationale (ex-SU) qui aura lieu dans quelques semaines. Tout reste donc à faire. En construisant le NPA, en assumant notre place dans sa direction nationale et ses autres instances, nous continuerons. Nous nous sommes adressés en particulier aux camarades de la pfV. Il est vrai que depuis le congrès de 2015 et la CN de 2016 (où nous étions ensemble), une série de divergences pratiques nous ont opposés. Mais ce congrès a montré que nous pouvons nous mettre d'accord sur nombre de questions, non seulement générales mais aussi immédiates. Si l'intervention dans la lutte des classes tranche, en dernière instance, sur les divergences de pratiques, on ne saurait laisser de côté la lutte politique pour un NPA ouvrier et révolutionnaire par rapport à laquelle nous avons des accords réels. Il est temps de mettre en avant les convergences. Les combats de la jeunesse et dans l'Éducation qui commencent pourraient être une première étape.

## CARREFOUR

## Une mobilisation à construire

Après le choc annoncé du plan Bompard de transformation de l'enseigne (voir l'Anticapitaliste n°415), les salariéEs du groupe Carrefour sont appelés à la mobilisation. Les hostilités ont été ouvertes ce lundi par la CGT dans le cadre d'une « semaine de colère ».

Le troisième syndicat de l'enseigne organisait ce lundi une manifestation avec plusieurs centaines de salariéEs de l'entreprise, venus de toute la France, à l'hypermarché de Montreuil, situé juste en face des locaux de la fédération CGT du commerce et de la confédération. Une occasion rêvée pour Philippe Martinez, venu soutenir les manifestantEs, d'affirmer la combativité de la centrale, d'autant qu'elle rejette en bloc ce plan.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

## Dépasser la division syndicale

FO, premier syndicat du groupe, appelle de longue date à la grève le 8 février, ainsi qu'à un rassemblement devant le siège de Massy, l'établissement le plus touché à ce jour par la mise en place d'un plan de départs volontaires visant 2400 postes. Soucieux de ne pas injurier l'avenir, son secrétaire fédéral a rencontré le PDG dès le lendemain de l'annonce pour commencer à arrondir les angles. Entre les deux, la CFDT, où Laurent Berger lui-même est monté au créneau en demandant qu'il n'y ait pas de dividendes versés cette année aux actionnaires, et pour cause : l'action a bondi de plus de 3% suite à l'annonce des licenciements par le PDG ! Toutes ces organisations ont depuis été reçues par le ministère du Travail, qui s'est borné à déclarer qu'il suivait la situation « avec la plus grande attention ».

Dans l'entreprise rompue au « dialogue social », on sent bien que ça craque aux entournures : la vingtaine de logisticiens, qui ne sont pour le moment pas touchés par le projet qui prévoit une baisse de 100 000 m<sup>2</sup> de la surface commerciale, sont pour l'instant calmes, et les 273 magasins de proximité, voués à la fermeture ou à la mise en franchise, pourraient constituer autant de points de fixation. SalariéEs mais aussi clientEs et éluEs, il est temps de demander des comptes au premier employeur privé du pays, qui est non seulement bénéficiaire mais reçoit annuellement près d'un demi-milliard d'aides publiques... en faveur de l'emploi !

LD

## SÉLECTION À L'UNIVERSITÉ Vers un mouvement d'ampleur dans la jeunesse ?

Est-ce la jeunesse qui ébranlera Jupiter ? C'est la question que l'on peut se poser après la première journée de mobilisation nationale contre le « plan étudiants » jeudi 1<sup>er</sup> février dernier. En effet, dans de nombreuses facs et lycées, les jeunes ont entamé une grève contre la dernière réforme antisociale du gouvernement Philippe, qui veut instaurer la sélection à l'entrée de l'université.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement français tente d'imposer la sélection à l'entrée de l'université. Deux tentatives ont marqué l'histoire : celle d'Alain Peyrefitte, qui propose en avril 1968 la sélection à l'université sur la base des mentions obtenues au bac ; mai 1968 balaiera la proposition. L'autre tentative, en 1986, est celle d'Alain Devaquet, mort il y a quelques jours, qui voulait laisser aux universités le choix de leurs critères de sélection : des centaines de milliers d'étudiantEs manifestent et obtiennent le retrait de la loi.

## Ce n'est qu'un début

Emmanuel Macron est peut-être en train de rentrer dans cette histoire. C'est en tout cas ce que souhaitent les milliers de lycéenEs et étudiantEs qui ont manifesté jeudi 1<sup>er</sup> février dernier dans toute la France contre le « plan étudiants ». Encore une fois, le gouvernement souhaite faire passer la sélection à l'entrée de l'université, via l'instauration de prérequis, mais souhaite aussi réformer en profondeur l'enseignement supérieur. En effet, derrière ces « prérequis », il s'agit de donner aux directions des universités le droit de choisir leurs critères de sélection, et donc de créer des « pôles d'excellence » très sélectifs aux coûts d'inscription élevés, tout en reléguant le reste des étudiantEs dans des facs poubelles. Mais beaucoup ne l'entendent pas de cette oreille : à Toulouse, plus d'un millier d'étudiantEs et de personnels du Mirail se sont réunis en assemblée générale (AG) après un blocage qui a arrêté le fonctionnement de la fac. À Tolbiac, ce sont 600 étudiantEs qui ont commencé une grève aux côtés de leurs enseignantEs ;



DR

400 à Rennes 2 ; 250 à Nantes ; 150 à Lille 2, Paris 8, Montpellier... Du côté des lycées, le nombre de blocus est tout aussi important : à Marseille, Rouen, en banlieue parisienne et dans la capitale, de très nombreux lycéenEs ne sont pas allés en cours, pour manifester aux côtés de leurs enseignantEs contre la nouvelle plateforme Parcoursup\* (qui remplace APB). C'e sont 20 000 à 25 000 étudiantEs et lycéenEs qui ont défilé dans toute la France, avec la particularité de retrouver, dans les cortèges, une détermination qui a envoyé un message simple au gouvernement : « ce n'est qu'un début ».

## Construire et amplifier la grève

Dans le paysage national, une université détonne dans le paysage : l'université de Toulouse 2 le Mirail. En effet, alors que les

étudiantEs et personnels avaient déjà entamé une grève importante en décembre contre la fusion de leur fac avec Paul-Sabatier, le plan étudiants a décuplé la colère des étudiantEs. « Même pendant la loi travail, les étudiants ne s'étaient pas autant mobilisés, d'autant plus qu'ils sont soutenus par 250 personnels administratifs qui sont en grève » explique Marina, militante au NPA-Jeunes. C'est d'ailleurs un comité de mobilisation puissant qui organise toute la grève sur la fac, entre la nécessité de l'étendre à la majorité des étudiantEs, mais aussi organiser les manifestations, et les blocages qui tendent un rapport de forces déjà dur avec la présidence, malmenée depuis son non-respect du vote sur la fusion des universités.

Mardi 6 février a eu lieu une deuxième mobilisation nationale, à l'appel des enseignantEs du secondaire (SNES, FO, CGT, Sud Éducation), auxquels se sont joints les étudiantEs. D'ores et déjà, il s'agit de construire une mobilisation dans la durée. Philippe Poutou soulignait en avril 2017 la nécessité que les jeunes et les salariéEs « prennent leurs affaires en main » : c'est bien ce

qu'il faut faire face à un gouvernement qui veut attaquer les acquis du mouvement étudiant. Prendre ses affaires en main signifie aujourd'hui non seulement descendre dans la rue, mais aussi construire une grève capable de faire reculer Emmanuel Macron et Frédérique Vidal. Là où ils utilisent ordonnances et procédures accélérées pour faire passer leurs lois scélérates, les assemblées générales et les comités de mobilisation doivent devenir les instances d'une autre démocratie, qui corresponde aux intérêts des enseignantEs et des étudiantEs et non aux intérêts du CAC40.

Construire la grève et l'amplifier : voilà l'objectif que doivent se fixer les étudiantEs, en prenant appui sur toutes les initiatives qui permettront de durcir le rapport de forces avec l'exécutif. Dans ce sens, l'appel venu de l'université de Toulouse à une grande journée de mobilisation le 14 février, date de la présentation de la réforme du bac par Blanquer, doit être l'occasion de faire frémir celles et ceux qui veulent détruire l'université.

George W.

## FORUM SOCIAL BRESTOIS

## À renouveler et approfondir

Les 2 et 3 février à Brest, environ 250 personnes ont participé au Forum social brestois. CGT Educ'action, CNT, ATTAC, TAF, PCF, France Insoumise, NPA et Front social 29 ont organisé des rencontres autour des luttes sociales, des stratégies pour les rendre victorieuses et d'une réflexion sur le projet de société.

## Nombreux ateliers

La projection du film *Acharnement, poursuivis pour l'exemple* et l'atelier « Répression dans les luttes, état d'urgence » ont permis d'évoquer les formes actuelles de résistance et même d'y participer. Des parallèles ont été tissés entre l'origine coloniale de l'état d'urgence et la militarisation des pratiques policières, qui s'est étendue des quartiers populaires à l'ensemble du mouvement social. Un autre atelier « Front populaire, mai 68 : à quand la prochaine ? » a été riche en références historiques pour

penser l'action aujourd'hui. Les ateliers « Lutter hier et aujourd'hui » et « Repenser le travail » ont quant à eux fourni des éléments sur le sens du combat social et les outils à disposition. À propos de la construction d'une identité collective de classe, la conférence gesticulée « Une autre histoire des classes sociales » a également apporté beaucoup. Enfin, les participantEs, aux stratégies parfois très différentes, ont pu continuer d'échanger et de comprendre leurs différentes approches dans un cadre convivial, autour d'une cantine populaire



et avec les concerts de Brin d'zinc, Brèche et les Derniers Trappeurs qui ont transmis

leur feu pour alimenter celui des luttes sociales. Serge Rogel

## AIRBUS

## Machine à cash

Une machine à cash : c'est ainsi que toute une génération de salariéEs voit désormais Airbus. Une génération qui a connu Airbus au temps de l'Aérospatiale et plus tard d'EADS, conçu Concorde puis l'A300 et l'A320, et avait le sentiment de concevoir des produits qui permettaient un progrès pour tout le monde. Puis la gauche est passée par là avec la privatisation d'EADS en 2000.

## Un marché en pleine expansion

Le capital de l'entreprise est à 72% aux mains de fonds de pension, les États français, allemand, anglais et espagnol se partagent le reste. Le maître mot de la direction c'est la rentabilité, avec un objectif martelé de 10%. Le marché de

l'aviation commerciale est en pleine expansion. Entre le renouvellement de la flotte existante et l'expansion du trafic aérien (+5% par an en moyenne), il y a 34 000 avions à produire d'ici 20 ans. Un énorme marché monopolisé par Boeing et Airbus, avec des constructeurs de



## EHPAD Première vague d'une marée blanche ?

La journée nationale de grève du 30 janvier dans les EHPAD, à l'appel de toutes les fédérations syndicales, était une première, et ce fut un succès. Qui en appelle d'autres.

Selon le ministère lui-même, 31,8% des personnels ont fait grève, même si seulement 10,3% ont pu effectivement y participer. Les autres, dans le secteur public, étaient assignés («réquisitionnés») par les directions, ce qui en dit long sur le manque d'effectifs dans les services. La participation aux manifestations a été, elle aussi, importante. Dans certaines régions, dans les villes petites ou moyennes, les rassemblements ont atteint plusieurs centaines de manifestantEs.

### La portée politique du mouvement

La lutte du 30 janvier a eu une portée qui dépasse le cadre d'une journée revendicative réussie. Elle a une dimension politique qui met en difficulté le gouvernement. En plus des personnels des EHPAD, les manifestations ont rassemblé des résidentEs, des collectifs d'usagers, des défenseurs des hôpitaux ainsi que l'intersyndicale des retraitéEs.



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

Unis autour des mêmes revendications (unE salariéE pour unE résidentE, abrogation de la réforme tarifaire qui détruit le service public), ils exigeaient ensemble un droit : la prise en charge, collective et solidaire, par la société, de celles et ceux qui deviennent dépendants.

À l'heure où Macron (et derrière lui le patronat) entendent promouvoir une « société de l'individu » qui réduit au strict minimum la protection sociale

et son financement socialisé, et qui détruit le service public hospitalier, la mobilisation des EHPAD prend à contrepied les contre-réformes libérales.

### Ultimatum pour l'ouverture de négociations

L'intersyndicale a rejeté le plan méprisant de la ministre qui propose de distribuer, au cas par cas, une enveloppe dérisoire de 50 millions d'euros, correspondant à un seul emploi nouveau pour trois

établissements. Le 31 janvier, un ultimatum a été lancé au gouvernement pour ouvrir des négociations d'ici le 15 février. La perspective d'une nouvelle journée de grève et de manifestation en mars a été annoncée.

Ce calendrier est timide et lointain face à l'urgence de la situation et à l'intransigeance gouvernementale. Il laisse néanmoins ouverte la possibilité de franchir une nouvelle étape pour aboutir à un mouvement de grève généralisé seul à même de faire céder ce gouvernement. Cette mobilisation pourrait ouvrir une brèche pour d'autres secteurs de la santé, eux aussi en lutte face à la même maltraitance des personnels et des patientEs. C'est le cas en psychiatrie et dans de très nombreux autres établissements hospitaliers.

La lutte des EHPAD pourrait ainsi ouvrir la voie à une convergence des luttes de l'ensemble du secteur sanitaire qui, avec le soutien des associations d'usagers, des familles, du mouvement ouvrier interprofessionnel pourraient se transformer en « marées blanches » et en affrontement avec le pouvoir sur les questions de santé et de protection sociale. **J.C. Delavigne**

## PRUD'HOMMES Baisse des recours des salariéEs

Non contents d'affaiblir les protections collectives, les gouvernements répondent toujours présents aux exigences du patronat visant à réduire au minimum les protections individuelles.

Depuis des décennies, gouvernements de droite et de gauche se relaient pour réduire les recours des salariéEs à la justice prud'homale. Depuis la suppression de l'élection des conseillerEs jusqu'au récent plafonnement des indemnités prud'homales, de multiples mesures ont eu pour résultat de réduire la place de ce recours judiciaire original comme ultime rempart face à l'arbitraire patronal.



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

### Arbitraire patronal cautionné

Le résultat est éclairant. En 2016, les conseils de prud'hommes ont été saisis de 148 200 demandes au fond ou en référé, soit près de 20% de moins qu'en 2015 (181 800) et 27% de moins qu'en 2013 (203 000). Et une chute de 35% depuis 2009... La principale cause de cette baisse, identifiée par le ministère du Travail lui-même, est évidemment le recours de plus en plus fréquent au dispositif de rupture conventionnelle du contrat de travail, qui limite les possibilités de recours à la justice prud'homale. Entre 2015 et 2016 la hausse du nombre ruptures conventionnelles homologuées était de 8,7%, pour atteindre 390 000. Avec une nouvelle progression de 7,8% on arrive au nombre de 421 000 pour 2017, avec un nouveau bond de 2,5% rien qu'en décembre (36 500 ruptures homologuées).

Autre explication avec les réformes mises en place par la loi Macron («de gauche») en août 2015 : complication de constitution d'un dossier (utilisation d'un CERFA, augmentation du nombre de pièces à fournir), limitation du droit d'intervention des organisations syndicales qui tend à imposer l'obligation de faire un appel à un avocat... payant.

La situation est d'autant plus désastreuse que seulement 1% des litiges sont liés aux contestations économiques censées «faire peur» aux patrons. 94% des recours sont liés à la rupture du contrat de travail, et huit fois sur dix le litige porte à titre principal sur la contestation du motif personnel de la rupture. Même si les motifs ne sont pas «étanches», c'est bien l'arbitraire patronal qui est ainsi cautionné, sans aucun rapport avec des justifications économiques elles-mêmes plus ou moins contestables. Une situation qui préoccupe même Bruno North, président pour le Medef de la section encadrement à Paris, qui déclarait à l'AFP fin 2017 : « À partir du moment où on met de plus en plus de formalisme, on a le sentiment, à tort ou à raison, qu'il y aura une justice des puissants et des misérables, les puissants qui pourront faire une belle requête, et ceux qui ne pourront pas faire aussi précisément cette requête et qui seront traités en fonction de ce qu'ils auront fourni. » La Fontaine, sors de ce corps ! **Robert Pelletier**

Nous étions plusieurs centaines le lundi 18 décembre, devant la préfecture, pour réclamer la fin des expulsions et le droit d'asile pour les migrantEs. Le samedi 3 février, nous étions plus de 500 à manifester avec les migrantEs, à l'occasion de la grande marche solidaire organisée par les collectifs MigrantEs Bienvenue 34 et de Villeneuve-lès-Maguelone (VLM).

### Une préparation collective

La veille, aux Ateliers du Nord, pas moins de 50 personnes, migrantEs et habitantEs de VLM, ont œuvré pour créer le matériel de notre marche, avec l'aide du collectif artistique «Avis de chantier». Les camarades du village de VLM se sont organisés depuis quelques mois en collectif pour soutenir les résidentEs du PRAHDA (programme d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile), «installés» dans l'ancien hôtel Formule 1 à l'ombre du centre pénitencier. Des banderoles avec du tissu tenu par des bambous, et surtout des cartons peints et colorés pour monter un mur symbolisant ces frontières qui

## MONTPELLIER Avec les migrantEs !

Face à l'inhumanité de la politique de Macron et de Collomb contre les étrangèrEs, la contestation s'exprime de plus en plus fort à Montpellier, comme partout en France.

tuent les migrantEs, ont été conçus et créés lors de cette journée qui a contribué à remonter le moral aux gens du PRAHDA.

### Un cortège dynamique et revendicatif

Nous sommes partis du CAO (centre d'accueil et d'orientation) de la rue Marconi, en rangs serrés et déployant fièrement la banderole du collectif de Montpellier. Accompagné par la batucada «la Battante», le cortège s'est déployé dans les rues de la zone résidentielle éloignée du centre-ville. Nous avons donc eu le temps de nous échauffer la voix et de réviser les slogans, sous le regard sympathisant des riverainEs. C'est un cortège dynamique et revendicatif qui a parcouru le quartier piéton d'Antigone, la ligne de tramway pour rejoindre la gare et remonter vers la place centrale de la Comédie, très fréquentée



© NIPA

samedi après-midi, où nous avons scandé nos slogans de solidarité avec les migrantEs, pour l'ouverture des frontières, contre le protocole Dublin et les expulsions, pour le droit d'asile et la régularisation des sans-papiers.

### Tant qu'il le faudra

Nous avons monté le mur symbolique sur la place principale de Montpellier. La lettre de revendications des migrantEs, élaborée en décembre, a été lue, rappelant que ce sont les migrantEs qui se

mobilisent, et que nous sommes présents en soutien. Le collectif pour la démocratie en Tunisie, installé sur un coin de la place avant notre arrivée, nous a rejoints et nous a prêté sa sono, plus puissante. Nous avons terminé la manifestation par la destruction de ce mur, en reprenant à pleins poumons «De l'air, de l'air, ouvrons les frontières». Avec les migrantEs, on se retrouve le samedi 10 février pour faire le bilan de la manifestation et élaborer les perspectives. C'est un front antiraciste large et uni que nous devons construire et structurer pour contrer la sale politique de Macron et de son gouvernement. Contre l'état policier, les frontières militarisées, pour la fermeture des centres de rétention et des prisons, la liberté de circulation et d'installation, objectif 17 mars à Paris pour la Marche des solidarités. **Correspondant**

«second rang» tels qu'Embraer, Bombardier ou encore Comac. Airbus cumule un carnet de commandes de 10 ans pour une valeur de plus de 1000 milliards de dollars.

### Sous-traitance partout

Une expansion que la direction veut capter au seul profit des actionnaires. Pour cela, elle impose à ses sous-traitants de produire surtout dans les pays low cost (Maghreb, Europe centrale, Mexique). Dans les usines françaises, il y a en moyenne 10% d'intérim et jusqu'à 50% dans



PHOTO THÈQUE ROUGE/THOMAS MITCH

certaines secteurs. Les relations avec les sous-traitants sont brutales.

Tous les trois ans, Airbus renouvelle les contrats et impose une réduction des coûts de 20%. Par exemple, en 2017, le contrat de nettoyage de la chaîne A330, détenu par la société Attalian a été repris

par Onet qui a fait une offre à 4 millions d'euros au lieu de 5 précédemment. Pour préserver ses marges, Onet s'en est pris aux rémunérations des nettoyeurEs, supprimant les tickets-restaurant, certaines primes et ne reconnaissant pas un accord de fin de grève datant de l'année dernière.

L'autre politique vis-à-vis de la sous-traitance c'est le modèle économique RSP (Risk Sharing Partner). Quand un sous-traitant de rang 1 postule, il doit prendre à ses frais tous les coûts de recherche, d'outillage, etc. C'est ainsi que Latécoère s'est retrouvé en difficulté de trésorerie pour finalement être racheté par un fonds de pension américain.

### Recherche et social low cost

Aux yeux de la direction, les coûts de recherche et développement, trop

élevés, sont mauvais pour la rentabilité. En conséquence, il n'y a plus aucun projet d'avion à l'étude avant 2030, et ce sont entre 4 000 et 5 000 postes d'ingénieurEs et technicienEs qui ont disparu à Toulouse depuis 4 ans. Cela ne fait pas de bruit car ce sont des salariéEs de sociétés d'ingénierie et de services : Airbus sous-traite aussi les licenciements...

Pourtant ce ne sont pas les perspectives de recherche qui manquent : les économies de carburant envisageables avec les avions actuels sont limitées. Pour aller plus loin il faut des technologies de rupture : redéfinition du fuselage pour aller vers des ailes delta, propulsion hybride, électrique, etc. Mais cela se heurte au froid calcul de la rentabilité. Il y a urgence. Avec, chaque jour, 102 000 vols transportant 9 millions

de passagerEs, se déplacer, voyager reste un droit démocratique élémentaire. Dans les faits, dans tous les secteurs c'est la course permanente aux objectifs fixés par la direction : en 2017, 718 avions ont été produits ; en 2018 ce seront autour de 800 avions qu'il faudra fabriquer, contre 17 avions par mois dans les années 1990.

Airbus, entreprise nationalisée avec l'illusion d'être à l'abri de certaines pratiques, devient ainsi une entreprise comme les autres. Ce qui veut dire une direction comme les autres, avec non seulement les mêmes obsessions de rentabilité, mais aussi les mêmes mœurs : enquêtes pour délit d'initiés et pour corruption, parachutes dorés, salaires mirobolants et stock-options... On est jamais si bien servi que par soi-même. **Correspondant**



# 4<sup>e</sup> CONGRÈS NATIONAL DU NPA

2, 3 ET 4 FÉVRIER 2018



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

## MOBILISATION CONTRE L'ÉCOLE DU TRI SOCIAL DE L'UNIVERSITÉ À LA MATERNELLE: UNE FENÊTRE DE TIR CONTRE MACRON

*La motion ci-dessous a été adoptée à l'unanimité du 4<sup>e</sup> congrès du NPA.*

**D**epuis une quinzaine d'années, les gouvernements successifs mènent des attaques contre l'éducation. Mais ces attaques ont été faites en ordre dispersé en s'en prenant tour à tour à tous les secteurs de l'éducation. Le gouvernement Macron, fort des faiblesses du mouvement social et politique, se lance dans une réforme d'ampleur qui vise à transformer radicalement le système éducatif et ses finalités. Nous avons, pour la première fois depuis plusieurs années, une fenêtre de tir. Pour consolider et amplifier la mobilisation, nous devons lier la réforme du supérieur et celle du lycée, pour montrer qu'il s'agit d'un ensemble cohérent qui vise à rendre les jeunes «employables» et annihiler toute conception émancipatrice de l'éducation. Ces réformes s'inscrivent également dans le projet libéral du gouvernement pour mettre en compétition les établissements et casser le statut des enseignants.

### Une école de l'employabilité

La loi Vidal, le plan étudiants, et maintenant le rapport Mathiot, constituent en effet des attaques structurelles contre la jeunesse et contre notre classe sociale. Refusant d'accueillir les 40 000 étudiantEs supplémentaires du babyboom de l'an 2000, le gouvernement met en place la sélection à l'entrée de l'université et généralise la compétition. Il crée des difficultés par la pénurie de moyens et en profite pour réformer en profondeur le service public d'éducation de bac - 3 à bac + 3. L'objectif du gouvernement serait de remplacer une école de l'éducation et de l'émancipation par une école de l'employabilité. Derrière ces réformes, l'objectif est de renforcer les inégalités entre le capital et le travail, et d'orienter/

sélectionner les jeunes, et en particulier les jeunes de la classe ouvrière pour leur accès à l'enseignement supérieur en fonction de leur bac: la destruction des diplômes nationaux et le renforcement de la sélection vont permettre au patronat de faire baisser les salaires.

D'un côté, le gouvernement met en place les «attendus» destinés à sélectionner les bachelierEs à l'entrée de la faculté, de l'autre il détruit le bac comme examen national et premier grade universitaire pour accéder aux filières non sélectives. Le rapport Mathiot propose, sous les directives de Macron, un changement profond des objectifs du lycée, des conditions de travail et des statuts des personnels. La semestrialisation conduit à l'annualisation des services; le contrôle continu conduit à une surcharge des obligations de service non rémunérées et d'activités d'évaluation plutôt que d'apprentissage; la réorganisation en majeures-mineures conduit à la disparition de disciplines; la baisse des horaires élèves conduit à un plan massif de suppressions de postes; la connaissance de 75% des notes du bac en avril transforme le bac en outil de sélection et de tri pour empêcher l'accès des jeunes des classes populaires à l'université; le contrôle continu dévalorise le bac en diplôme local. Si le rapport Mathiot fournit des propositions au gouvernement pour réformer le bac et le lycée, le plan Darmanin en fournit la méthode pour restructurer la fonction publique en appliquant les méthodes managériales du privé: réduction de 120 000 postes de fonctionnaires d'ici à 2022, recours amplifié aux contractuelEs, recrutement local, suppression de la garantie de l'emploi...

Parachevant cette transformation majeure de l'université,

le plan étudiants renforce le processus sélectif au cours de la licence en supprimant les compensations entre UE et entre semestres, et en supprimant les rattrapages. Le gouvernement a choisi un plan d'action ultra-rapide pour mettre en place ce projet, en demandant aux enseignants du secondaire de mettre en place la réforme alors qu'elle n'est même pas encore adoptée légalement, cherchant par là à faire avorter la mobilisation. Cette cohérence de l'ensemble des attaques du gouvernement commence à apparaître à une échelle relativement large chez les étudiantEs et les enseignantEs. Ces attaques se situent dans la continuité d'une série de réformes sur plusieurs décennies: LMD, autonomie des universités (LRU). Il est crucial de décortiquer les implications de cette réforme, notamment en ce qui concerne l'exclusion des classes populaires de l'ESR. Par ailleurs, le modèle des universités des années 1960 est largement en crise, avec un chômage de masse à la sortie des études supérieures, et le gouvernement Macron répond à sa manière à ce problème. En tant que parti, nous devons donc aussi répondre à cela, et il nous est nécessaire de proposer un autre système éducatif en positif.

### Mobilisation générale!

C'est pourquoi nous devons, dès maintenant, proposer une politique pour l'ensemble du secteur, cherchant à unifier lycéenEs, étudiantEs, personnels et enseignantEs, de la maternelle à l'université, ce que ne veulent pas les directions syndicales. Ainsi la division entre le second degré et l'enseignement supérieur, orchestrée par le SNES qui a posé la date de grève du 6 sans faire le lien avec la mobilisation du 1<sup>er</sup> février, a largement fait débat, dans les syndicats, particulièrement à

l'intérieur de la FSU, entre le SNES, le SNESUP et le SNASUB, et à l'intérieur même du SNES. De la même façon, l'absence de consignes claires du SNES concernant le boycott des avis de conseil de classe et de la «fiche avenir» laisse les collègues désemparés et isolés face à l'administration. La majorité de la direction du SNES n'est pas fondamentalement opposée à une «meilleure gestion des flux» (donc à la sélection / orientation) et ne souhaite pas une mobilisation générale contre la sélection. Le SNESUP a été obligé d'appeler à des coordinations des mobilisations locales sur les universités et à la date du 1<sup>er</sup> février. Mais le parcours de la manifestation parisienne (800 mètres...) montre qu'il ne cherche pas à réellement organiser l'affrontement. La coordination nationale de l'éducation (CNE), que nous devons utiliser pour tenter de développer la mobilisation, reste pour l'instant un outil cadenassé par les directions syndicales. Nous devons nous y investir tout en cherchant à impulser une véritable cadre d'auto-organisation, comme une coordination étudiante.

**Nous devons défendre une plateforme revendicative claire** qui permette de faire le lien entre les différents degrés de l'enseignement, et entre lycéenEs, étudiantEs et personnels:

- Retrait de la loi Vidal et du plan étudiants
- Contre la fusion des universités, contre les Communautés d'universités et établissements (COMUE)
- Maintien du bac national comme premier grade universitaire
- Boycott des «fiches avenir», imposer des avis «très favorables» aux conseils de classe en lycée
- Créations massives de postes de titulaires de la maternelle à l'université

• Contre l'autonomie des universités, et pour une augmentation des budgets pérenne

**Nous proposons un plan d'action** en nous appuyant sur les dates de mobilisation pour élargir le mouvement, le faire converger et développer l'auto-organisation:

- Unifier le mouvement par les revendications communes
- Unifier lycéenEs, étudiantEs, enseignantEs, personnels par des coordinations à tous les niveaux
- Faire de chaque échéance un objectif pour amplifier le mouvement
- Rassembler les grévistes dans des AG
- Aller vers la grève reconductible.

L'AG toulousaine a appelé à une nouvelle date de mobilisation le 8 février, nous devons nous en servir comme tremplin après le 6 pour ancrer la mobilisation et la renforcer. Dès maintenant, nous avons en ligne de mire la date du 14 février (où Blanquer présentera sa réforme du lycée au conseil des ministres).

Dans les universités, cela passera nécessairement par la grève: nous devons mener la bataille dans les AG pour en convaincre le maximum d'étudiantEs. Sur les lycées, il faut pousser à la massification du mouvement. La CNE proposée le jeudi 8 février pose notamment des problèmes de représentativité nationale de l'auto-organisation. C'est pourquoi nous y défendrons une prochaine date de coordination nationale sur un week-end. Notre objectif reste de créer un cadre auto-organisé qui regroupe le plus largement possible.

### Intervenir comme parti

Notre intervention en tant que parti peut être décisive: partout où les camarades sont en mesure de le faire, nous devons intervenir devant les lycées avec comme objectif de les faire débrayer. Les actions de blocage ne peuvent pas se substituer à l'extension

de la grève. L'extension du mouvement passera par le développement de l'auto-organisation et de la coordination entre les sites mobilisés (AG, coordinations locales et nationales...) en vue de construire une grève généralisée jusqu'au retrait des projets de réformes.

Pour pouvoir développer une telle politique, il est nécessaire de renforcer nos liens. Nous devons avant tout discuter pour être en capacité d'impulser les dates et les rythmes de mobilisation. Pour cela, nous devons nous ressaisir de nos instances, les coordonner, à commencer par le bureau du secteur jeune et la commission éducation nationale. Nous devons nous coordonner au-delà de nos différentes interventions syndicales, et faire en sorte que les camarades soient en capacité de développer une politique cohérente quelle que soit leur appartenance: UNEF, Solidaires ÉtudiantEs, UET, FSU (avec ses différentes tendances), CGT, SUD... Tout le parti doit se saisir du matériel produit par le secteur jeune pour intervenir sur les lycées et les universités.

L'importance de l'attaque du gouvernement justifie en elle-même que nous nous jetions pleinement dans la bataille mais, au-delà, au moment où d'autres secteurs comme la santé commencent aussi à frémir, il est certain que si la jeunesse entre en jeu, cela peut considérablement modifier la situation politique. 50 ans après mai 68, le meilleur moyen de célébrer cet anniversaire est d'œuvrer à la construction de ce mouvement. Le congrès invite le parti à se saisir de cette question qui dépasse de loin le simple enjeu sectoriel mais participe pleinement des bouleversements structurels que mène ce gouvernement au service du patronat et des classes dominantes.

## Festival de la BD d'Angoulême

# Cosey, un président et un auteur exceptionnel

**Entretien.** Depuis plus de 40 ans, les personnages de **Cosey** (Bernard Cosandey pour l'état civil suisse), par l'intermédiaire de la série Jonathan ou de romans graphiques, sillonnent le monde à la découverte d'eux-mêmes. Élu Grand Prix du Festival en 2017, il a présidé l'édition 2018. Le solitaire des montagnes et des grands espaces a dû s'immerger dans la foule pendant plusieurs jours, présider nombre de réunions et rencontres, baptiser un bus public dédié à son univers graphique et accorder de nombreuses interviews. Que l'Anticapitaliste soit logé à la même enseigne que les télévisions ou radios est un geste bien conforme à l'humanisme de Cosey.

**Bernard, peux-tu nous décrire l'affiche que tu as réalisée en tant que président de cette édition ?**

J'ai réalisé une sorte de mandala où l'on peut retrouver des personnages importants de mes albums comme Kate, Atsuko ou Georgia Gould (du récent *Calypso*) plus un clin d'œil à Mickey car j'ai pu réaliser un rêve d'enfant en réalisant la BD *Une mystérieuse mélodie* (Glénat) où je raconte la rencontre entre Mickey et Minnie.

**À propos de mandala, tu es l'auteur de BD qui a le plus mis en scène le Tibet occupé par la Chine. Dans les années 1970, nous étions le seul courant politique à gauche à dénoncer cette occupation.**

Oui, vous êtes très politisés en France mais mon approche est différente. Sans faire de discours dans mes BD comme dans ma vie, je montre, je décris la réalité et c'est au lecteur de tirer lui-même les conclusions.

**La grande tibétologue Claude B. Levenson, à qui nous avons rendu hommage dans nos colonnes lors de son décès en décembre 2010, a signé plusieurs préfaces à tes albums où elle condamne sévèrement le colonialisme chinois.**

Oui et il y a de quoi. La Chine a colonisé et continue à coloniser le Tibet. L'album où je décris le mieux le Tibet occupé est sans doute *Celui qui mène les fleuves à la mer* (éditions du Lombard) mais, même dans cet album, il n'y a ni critique politique directe ou slogan mais des contextes, des situations et des images.

**Oui, c'est la même chose avec « Saigon-Hanoi » (Aire libre) où tu évoques la guerre à travers le voyage du vétérinaire Homer au Vietnam...**

Pour cet album, je me suis imaginé américain dans la peau d'un vétérinaire qui a perdu son meilleur ami au Vietnam et je suggère tout ce qu'il peut ressentir.

**Sans pratiquement un mot ou un dialogue...**

Oui j'ai dû me battre pour faire accepter le concept à l'éditeur qui n'y croyait pas mais, après le succès du *Voyage en Italie* (Aire Libre), je pouvais davantage oser.

**Un peu de technique maintenant. Toujours pas de création par ordinateur même pour les lettrages ?**

J'ai suivi un stage de conception par ordinateur pour pouvoir dessiner sur tablette mais après quelques essais non concluants, je suis retourné bien vite à mes crayons et pincesaux. Pour le lettrage, c'est la même chose, la lettre a un vrai pouvoir décoratif et, dans une autre vie, sans doute, j'aurais été calligraphe...

**Une majorité de tes albums se déroulent en Asie. Angoulême consacre une partie importante des expositions aux mangakas. Qu'en penses-tu ?**

Le premier manga a sans doute été une estampe japonaise, et la BD doit beaucoup à l'Asie. Le côté international de cette édition du festival me comble. Tout à l'heure je rencontre des auteurs japonais...



© SC

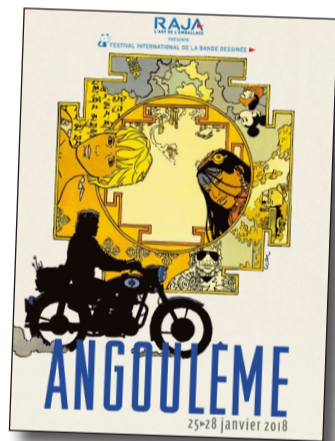
## Une bien belle édition !

Le 45<sup>e</sup> Festival international de la bande dessinée a été un vrai succès populaire concernant l'ensemble des expositions et des rencontres, avec une affluence record pour les animations familiales du dimanche.

Le public, les organisateurs et les éditeurs ne pouvaient que se réjouir. Certes, le Grand Prix, une nouvelle fois, n'a pas été décerné à une lauréate. Mais le palmarès 2018 (*les Fauves*) a consacré un nombre significatif d'auteurs : Marion Fayolle, Marion Mouton, Elsa Abderrahmani et Juliette Mancini. Surtout, la programmation 2018 a prouvé que qualité et diversité n'effrayaient pas le public, bien au contraire.

### Le 9<sup>e</sup> art exploré à l'échelle planétaire

Du *Monde selon Titeuf* à la *Quête de l'épure de Cosey*, en marchant *Sur les pas de Casanova* pour mieux rencontrer l'œuvre d'Emmanuel Guibert ou se souvenir du grand Jacques Martin (*Alix, Lefranc*), la foule ne savait où donner de la tête tandis que Gilles Rochier nous invitait à « tenir le terrain ». En fait, de la BD arabe aux expositions sur les mangakas



Tezuka, Urasawa<sup>1</sup> et Mashima, le 45<sup>e</sup> festival d'Angoulême a exploré le 9<sup>e</sup> art à l'échelle planétaire et explosé les cadres lors du concert de Rokia Traoré dessiné en « live » par Ruben Pellejero au théâtre d'Angoulême. Cerise sur le gâteau, les festivaliers pouvaient découvrir à la gare, dans les jardins, rues et places d'Angoulême,

**Calypso (Futuropolis), ton premier roman graphique en noir et blanc a été considéré de façon unanime comme une réussite. Penses-tu renouveler l'expérience ?**

Merci pour l'appréciation mais c'était vraiment un « one shot » qui m'a permis de montrer autrement ma région [Alpes valaisannes].

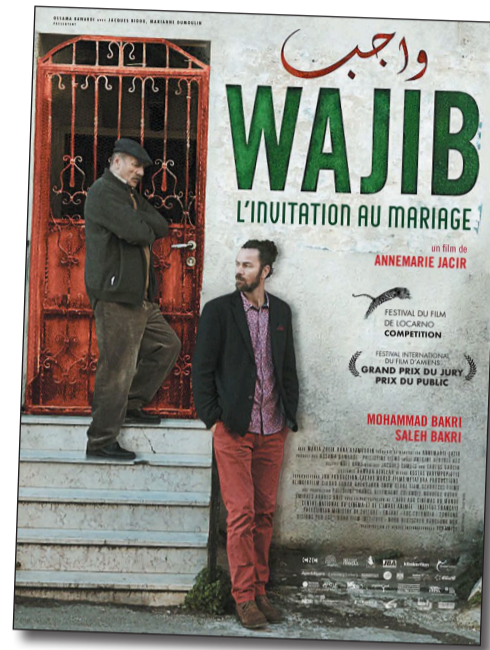
**Les fans de Jonathan ont-ils une chance de le revoir dans un prochain album et quels sont tes projets ?**

Jonathan ne devrait pas revenir. L'album *Celle qui fut* clôt le cycle avec l'évocation de Saïcha et le retour mais qui sait ? En tout cas, j'ai deux projets sur les rails sans Jonathan...  
*Propos recueillis par Sylvain Chardon*

## Cinéma

# Wajib – L'invitation au mariage

Un film réalisé par la cinéaste palestinienne Annemarie Jacir, sortie nationale le 14 février.



C'est le troisième long métrage d'Annemarie Jacir après le *Sel de la mer* en 2008 et *When I saw you* en 2012, centrés sur la Palestine, l'exil et la question du droit au retour des exilés.

Le film se passe à Nazareth, ville palestinienne du nord de l'État d'Israël.

### PalestinienEs en Israël

Un père, divorcé de sa femme qui est partie avec un autre aux États-Unis, est resté seul pour éduquer ses deux enfants. L'aîné, le garçon, est parti vivre à l'étranger, en Italie, à la fois pour raison de sécurité mais aussi pour se construire un avenir professionnel en tant qu'architecte. La cadette est restée avec son père à Nazareth. Elle va se marier et, dans la tradition palestinienne, le père doit inviter les amis de la famille. Et il doit le faire en donnant, de la main à la main, l'invitation. Il fait donc la tournée des invités pour leur donner l'enveloppe – l'invitation au mariage – dans la tradition du « Wajib ». Il le fait dans une Volvo conduite par son fils qui est revenu pour quelques jours afin de participer aux préparatifs de la cérémonie.

L'occasion de porter un regard multifacettes sur la population de Nazareth, qui vit à l'intérieur d'Israël, qui subit les discriminations, qui fait des compromis, qui se révolte. On passe ainsi d'une maison à une autre, d'une famille à une autre, chaque visite étant séparée par une séquence dans la voiture, véritable huis clos entre le père et le fils, un père qui vit ici, qui à la fois résiste et à la fois compose parce qu'il n'a pas le choix, et un fils qui est parti depuis longtemps et qui revient avec ses principes et ses colères. Le père est joué par Mohammad Bakri, très grand acteur, réalisateur palestinien, et par son propre fils, Saleh Bakri, ce qui donne de la densité à leur confrontation.

Le colonialisme israélien est toujours au second plan, dans le décor entre les visites et les déplacements en voiture, avec des soldats dans un café, une colonie évoquée dans les conversations. C'est un film attachant, émouvant, sensible, drôle aussi, juste fait de relations de famille, de voisinage, de petites choses du quotidien, inscrites pourtant dans la résistance au colonialisme. À ne pas manquer.

Jean-Marc Bourquin

## Exposition

# Degas, danse, dessin

Jusqu'au 25 février 2018, musée d'Orsay, Paris

Le Musée d'Orsay rend hommage à Edgar Degas, à l'occasion du centenaire de sa mort, avec une exposition qui se propose d'évoquer l'amitié entre Degas et Paul Valéry.

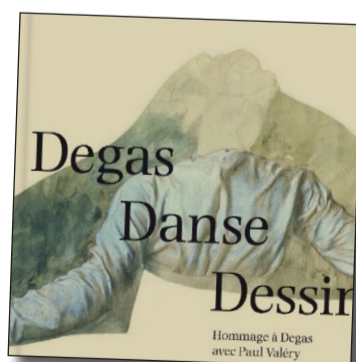
Son fort lien d'amitié avec Degas inspira un livre à Paul Valéry, composé de textes et d'images : *Degas, Danse Dessin*, publié en 1937, vingt ans après la mort du peintre.

### Valéry et Degas en regard

Degas, bien qu'ayant été une des principales figures du mouvement impressionniste, s'est toujours démarqué par le choix de ses centres d'intérêt : pas de réalisation en plein air, goût pour les éclairages artificiels,

concentration sur le mouvement, la transformation des corps dans l'effort (danseuses mais aussi chevaux), les expressions des visages sous l'effort. Il se distingue aussi par sa technique du crayon et par son « système de lignes » pour parvenir à la représentation du mouvement.

L'exposition met en regard des extraits du livre de Valéry et des œuvres de Degas : dessins, peintures et sculptures. Une chronique sociale intéressante, qui nous éclaire sur la condition des « petits rats », jeunes enfants vendues



dès leur plus jeune âge et constituant les réserves de plaisir de messieurs qui venaient faire leur choix dans les coulisses des salles de spectacle. Remarquables aussi sont les pastels représentant les femmes exerçant leur profession et leur expression de souffrance sous les efforts fournis (repasseuses, blanchisseuses).  
*Sylvie Tridon*

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

# « L'enfouissement des déchets nucléaires est une question qui concerne toute la population et les générations à venir. »

**Notre-Dame-des-Landes abandonné tous les regards se posent sur Cigéo à Bure. Les médias parlent de zad, parlent de migration des zadistes. Alors : Bure, une copie conforme ou une lutte avec ses propres formes d'organisation ?**

L'annonce de l'abandon du site de Notre-Dame-des-Landes, combat avec lequel nous avons noué des liens étroits et une belle solidarité, nous réjouit. Des années de lutte multiforme et déterminée contre un méga-projet de développement aérien ont payé... Des hectares de terres agricoles et maraîchères et des zones humides seront préservés, et des lieux d'expérimentation sociale déjà en construction vont pouvoir s'y renforcer.

À Bure nous n'avons jamais revendiqué l'étiquette «ZAD», qui cache les spécificités propres à chaque lutte. Nous ne croyons pas non plus à un «transfert de ZAD», comme si les raisons de lutter étaient interchangeable, que des gens circulaient sans raison profonde, au gré de l'actualité, de Notre-Dame-des-Landes à Bure ou ailleurs. Agiter l'épouvantail de cette migration zadiste, comme le font certains élus et les médias mainstream, n'est qu'un moyen de légitimer à peu de frais la répression qui sévit ici. La réalité est en fait beaucoup plus simple : si de nouvelles personnes doivent nous rejoindre, venues de l'Ouest ou d'ailleurs, ce sera parce que le nucléaire est mortifère et que, plus que jamais, cela fait sens de venir en 2018 dans la Meuse pour s'y opposer.

Et puis – sans vouloir minimiser la victoire contre Vinci – les enjeux qui se jouent ici dépassent largement la question d'un aéroport. L'enfouissement des déchets nucléaires est une question qui concerne toute la population et les générations à venir. Cigéo, ce serait un monstre et fragile «métro» radioactif souterrain, potentiellement inflammable, un legs infinançable, un cadeau empoisonné et irréversible pour des millions d'années...

**Autour de la Maison de la résistance s'est formé depuis déjà plusieurs années un lieu de pratiques concrètes d'autonomie et d'autogestion, mais Bure c'est aussi l'occupation du Bois Lejuc, la présence de gens du coin, de collectifs antinucléaire anciens, l'organisation d'actions d'occupation. Comment tout cela arrive à converger ?**

La lutte contre l'enfouissement des déchets date des années 1980. Ici, la défense du territoire a commencé dans les années 1990 et n'a cessé de se renouveler, rythmée par l'actualité du projet. Depuis 2015, la convergence des luttes et de nombreux recours juridiques ont permis de bloquer les travaux préparatoires, en libérant et en occupant le Bois Lejuc, une zone stratégique pressentie pour y creuser les galeries de Cigéo, et les puits d'accès et de relargage d'hydrogène radioactif. De forts liens se sont tissés entre nouveaux arrivantEs qui, pour certains, s'implantent localement, riverainEs, paysanEs et toutes celles et ceux qui, depuis plus de 30 ans, résistent au projet d'enfouir les déchets nucléaires. Un objectif commun :

**Entretien.** Après la victoire de Notre-Dame-des-Landes, formidable encouragement pour l'ensemble des luttes contre les grands projets inutiles, imposés et destructeurs, nous avons décidé de donner la parole à **Laura Hameaux**, membre de la collégiale de la Maison de résistance de Bure, à propos de la lutte contre l'enfouissement des déchets nucléaires dans ce petit village de la Meuse.



ne pas laisser s'implanter ce qui est aujourd'hui présenté comme le plus gros chantier du siècle à venir, mais aussi le plus risqué qui soit. L'abandon de Notre-Dame-des-Landes doit ouvrir la voie à une remise en cause profonde de Cigéo. Mais la complémentarité des pratiques ne se décrète pas, elle doit

être cultivée, c'est la recherche permanente d'un équilibre, qui ne se fait pas non plus sans difficultés. Il faut y apporter une attention quotidienne, cela demande parfois beaucoup d'énergie et nécessite des discussions permanentes, parfois houleuses, mais qui nous permettent d'avancer.

**L'Autorité de sûreté nucléaire commence à émettre des doutes. L'État sait maintenant que Bure ne sera pas une promenade de santé. Quelles sont les perspectives du mouvement de résistance pour les semaines à venir ?**

Alors qu'une vague de répression sans précédent s'abat sur le mouvement depuis l'été dernier, nous appelons à un rassemblement le 13 février devant le tribunal de Bar-le-Duc. Ce rendez-vous est d'importance, tant la charge symbolique de ces trois accusations est forte. Deux personnes devront répondre de la destruction du mur de béton érigé illégalement par l'Andra à l'été 2016 ; une autre devra se défendre d'avoir prétendument « atteint à l'honneur » d'un commandant de gendarmerie.

Ensuite ce sera le premier grand week-end intercomités, parce que notre action ne doit pas rester cantonnée autour de Bure, mais rentrer en résonance avec d'autres luttes, d'autres lieux, d'autres rêves. Pour renforcer l'occupation de la forêt et réfléchir à comment construire, partout, un mouvement suffisamment fort pour mettre en échec toute tentative d'expulsion, nous invitons tous nos soutiens, individus, associations et comités de lutte antinucléaire, à venir se rassembler sur la zone le 1<sup>er</sup> week-end de mars. Un week-end de balades, de chantiers collectifs, de créations artistiques sur pans de murs à l'abandon, de discussions et de fête. Un week-end pour accorder nos violons avant le printemps et faire retentir nos voix partout où des aménageurs bétonnent avec mégalomanie.

**Propos recueillis par Dominique Malvaud**

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs



### USA, LE MARCHÉ CONTRE LA SANTÉ.

Malgré des dépenses records en médecine, les Américains n'ont pas accès aux standards des pays développés. [...] L'espérance de vie a reculé en 2016 pour la deuxième année consécutive, du jamais-vu depuis les années 60. Principale explication : la crise des opiacés, qui continue de faire des ravages dans le pays. En 2016, 64 000 personnes sont mortes d'overdose de drogue ou de médicaments, un chiffre en hausse de 21%. Deux décès sur trois impliquaient des opiacés.

Un enfant américain né en 2016 vivra en moyenne 78,6 ans. Cela place les États-Unis aux alentours de la trentième place mondiale, quelque part entre Cuba et le Qatar. En comparaison, un enfant né en France a une espérance de vie de 82,8 ans [...]. Selon le dernier classement établi en 2015 par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), le pays s'est classé 33<sup>e</sup> sur 35 pays membres en matière de mortalité infantile, devançant uniquement la Turquie et le Mexique. [...]

Le mode de vie et les habitudes alimentaires des Américains y contribuent de toute évidence. [...] Certains experts pointent aussi du doigt la congestion des hôpitaux. Selon les chiffres officiels, les États-Unis disposent de 2,9 lits pour 1000 habitants, contre plus de 13 au Japon, 6,1 en France et 4,7 en moyenne au sein de l'OCDE.

Toutefois, la faiblesse majeure du système de santé américain lui est intrinsèque. Fondé sur l'économie de marché et la concurrence, il repose principalement sur le secteur privé. Dotés d'un pouvoir colossal, les assureurs et les géants pharmaceutiques engrangent des profits massifs. Et financent généreusement les campagnes électorales pour protéger leur juteux marché. [...] Outre ces dérives, le caractère essentiellement privé du système entraîne des inégalités en matière d'accès aux soins. L'absence de couverture universelle fait que des millions d'Américains sont dépourvus d'assurance.

La réforme de la santé de Barack Obama avait permis de réduire le pourcentage de non-assurés de 18 à 11%. Il est reparti à la hausse depuis l'élection de Donald Trump, atteignant 12,2% au troisième trimestre 2017, soit environ 30 millions de personnes. Les efforts de l'administration Trump pour démanteler Obamacare (notamment via la récente réforme fiscale) pourraient faire augmenter de 13 millions d'ici dix ans le nombre de non-assurés.

En l'absence d'assurance (ou d'assurance de bonne qualité), nombre d'Américains modestes sont contraints de négliger leur santé. Cela affecte plus fortement la communauté noire, davantage touchée par la pauvreté. [...]

Frédéric Autran, « Les États-Unis, une superpuissance au système de santé impuissant », *Libération*, 4 février 2018

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>28 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>56 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>20 €</b>
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>22 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>44 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>40 €</b>
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>50 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>100 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>38 €</b>
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <b>10 €</b>	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> <b>14 € par trimestre</b>	<input type="checkbox"/> <b>25 € par trimestre</b>	<input type="checkbox"/> <b>10 € par trimestre</b>	<input type="checkbox"/> <b>19 € par trimestre</b>

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)